



Conseil Economique  
et Social

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1998/108  
29 janvier 1998

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/  
FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-quatrième session  
Point 24 de l'ordre du jour provisoire

ELECTION DES MEMBRES DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE  
LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

Note du Secrétaire général \*

1. Conformément aux résolutions 1334 (XLIV) et 1986/35 du Conseil économique et social, en date du 31 mai 1968 et du 23 mai 1986 respectivement, et aux décisions 1978/21 et 1987/102 du Conseil, en date du 5 mai 1978 et du 6 février 1987 respectivement, la Commission des droits de l'homme a élu au scrutin secret, à sa quarante-quatrième session (39ème séance, 29 février 1988), les 26 membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités parmi les experts dont les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies avaient proposé la candidature sur la base suivante : a) sept membres parmi les Etats d'Afrique; b) cinq membres parmi les Etats d'Asie; c) trois membres parmi les Etats d'Europe orientale; d) cinq membres parmi les Etats d'Amérique latine; e) six membres parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

2. Conformément à la résolution 1986/35 du Conseil, les membres de la Sous-Commission sont élus pour un mandat de quatre ans et l'élection de la moitié d'entre eux et, le cas échéant, de leurs suppléants a lieu tous les deux ans. Le Président de la quarante-quatrième session de la Commission

---

\*Etant donné sa longueur, l'annexe I au présent document n'est publiée que dans les langues originales, la Division des services de conférence de l'Office des Nations Unies à Genève n'étant pas habilitée à traduire des documents dépassant de beaucoup la limite de 32 pages recommandée par l'Assemblée générale (voir la résolution 1993/94, par. 1, de la Commission).

des droits de l'homme a procédé à un tirage au sort pour désigner les membres et, le cas échéant, leurs suppléants dont le mandat expirera au bout de deux ans sur la base suivante : trois membres parmi les Etats d'Afrique; trois membres parmi les Etats d'Asie; un membre parmi les Etats d'Europe orientale; trois membres parmi les Etats d'Amérique latine; et trois membres parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

3. En 1990, 1992, 1994 et 1996, le mandat de la moitié des membres de la Sous-Commission ayant expiré, la Commission des droits de l'homme, à ses quarante-sixième, quarante-huitième, cinquantième et cinquante-deuxième sessions, a élu les nouveaux membres de la Sous-Commission et leurs suppléants <sup>1</sup>.

4. La liste des membres actuels de la Sous-Commission est présentée à l'annexe II.

5. Le mandat de la moitié des membres de la Sous-Commission ayant expiré, la Commission des droits de l'homme est appelée, à sa cinquante-quatrième session, à élire de nouveau des membres de la Sous-Commission et leurs suppléants sur la base suivante : trois membres parmi les Etats d'Afrique; trois membres parmi les Etats d'Asie; un membre parmi les Etats d'Europe orientale; trois membres parmi les Etats d'Amérique latine; et trois membres parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

6. Dans sa résolution 1997/22 en date du 11 avril 1997, la Commission des droits de l'homme a réaffirmé que les membres de la Sous-Commission devaient agir à titre individuel dans l'exercice de leurs fonctions et demandé aux Etats de proposer comme membres et comme suppléants des experts indépendants possédant une compétence reconnue dans le domaine des droits de l'homme, ainsi que de respecter pleinement l'indépendance des membres élus et de leurs suppléants. Elle a en outre prié les Etats qui proposaient des candidats à la Sous-Commission de présenter les candidatures suffisamment tôt pour permettre aux membres de la Commission d'évaluer consciencieusement les qualifications des candidats. On se souviendra que, dans sa résolution 1987/32, la Sous-Commission avait porté à la connaissance de la Commission des droits de l'homme la recommandation du Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage tendant à ce que la Commission s'efforce d'amener tous les gouvernements à désigner davantage de femmes pour être élues à la Sous-Commission.

7. En ce qui concerne la désignation des suppléants, le Conseil économique et social a décidé, dans sa résolution 1983/32, que :

---

<sup>1</sup>Voir les rapports de la Commission des droits de l'homme sur sa quarante-sixième session (E/1990/22-E/CN.4/1990/94, chap. XXV), quarante-huitième session (E/1992/22-E/CN.4/1992/84, chap. XXIII), cinquantième session (E/1994/24-E/CN.4/1994/132, chap. XXIV) et cinquante-deuxième session (E/1996/23-E/CN.4/1996/177, chap. XXII).

"... nonobstant le paragraphe 2 de l'article 13 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, les règles suivantes s'appliqueront désormais à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités :

a) Lors de la désignation d'un candidat à un siège à la Sous-Commission, il est loisible de désigner en même temps un expert de la même nationalité qui sera élu simultanément avec lui et pourra le suppléer temporairement dans ses fonctions et cas d'empêchement;

b) Les qualifications requises sont les mêmes pour les suppléants que pour les membres;

c) Est seul habilité à suppléer un membres dans ses fonctions l'expert qui a été élu suppléant, conformément aux dispositions de l'alinéa a) ci-dessus."

8. Au 15 janvier 1998, le Secrétaire général avait reçu des propositions de candidature à la Sous-Commission des pays suivants : Argentine, Azerbaïdjan, Brésil, Cameroun, Chili, Chine, Fédération de Russie, France, Gambie, Grèce, Inde, Liban, Maurice, Mexique, Nigéria, Ouganda, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Sri Lanka.

9. Les autres communications et propositions de candidature qui seront reçues de gouvernements seront distribuées en tant qu'additifs au présent document.

10. On trouvera ci-après la liste des propositions de candidature reçues des gouvernements à ce jour; le curriculum vitae des candidats est présenté dans l'annexe I.

#### Etats d'Afrique

<u>Etat membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Cameroun	Mme Lucy Gwanmesia	M. Hillman Egbe
Gambie	Mme Jainaba Johm	
Maurice	M. Yeung Kam Yeung Sik Yuen	
Nigéria	Mme Judith Sefi Attah	Mme Christy Ezim Mbonu
Ouganda	M. Joseph Oloka-Onyango	
Sénégal	M. El-Hadji Guissé *	

---

\*Le curriculum vitae, qui n'a pas encore été communiqué au Secrétariat, sera publié sous forme d'additif au présent document.

**Etats d'Asie**

<u>Etat membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Chine	M. Guoxiang Fan	M. Shukong Zhong
Inde	M. Soli Jehangir Sorabjee	
Liban	M. Osman El-Hajjé	
Philippines	Mme Evelyn S. Dunuan	Mme Yasmin Busran-Lao
Sri Lanka	M. Rajendra Kalidas Wimala Goonesekere	Mme Deepika Udagama

**Etats d'Europe orientale**

<u>Etat membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Azerbaïdjan	M. Hidajat Chudush oglu Orudjev	M. Tofik Fuad oglu Moussaev *
Fédération de Russie	M. Teimuraz Ramishvili	M. Vladimir Kartashkin

**Etats d'Amérique latine**

<u>Etat membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Argentine	Mme Mónica Pinto	
Brésil	M. Paulo Sérgio Pinheiro	Mme Marília Sardenberg Zelner Gonçalves
Chili	M. José Bengoa	M. Alejandro Enrique Salinas Rivera
Mexique	M. Héctor Fix-Zamudio	M. Alfonso Gómez-Robledo Verduzco

**Etats d'Europe occidentale et autres Etats**

<u>Etat membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
France	M. Louis Joinet	M. Emmanuel Decaux
Grèce	Mme Erica-Irene A. Daes	Mme Kalliopi Koufa
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Mme Françoise Jane Hampson	

---

\*Le curriculum vitae, qui n'a pas encore été communiqué au Secrétariat, sera publié sous forme d'additif au présent document.

Annex I

BIBLIOGRAPHICAL DATA

Ms. LUCY GWANMESIA (Expert)

(Nominated by the Government of Cameroon)

NAME: GWANMESIA née DOH Lucy

DATE AND PLACE OF BIRTH: 26 November 1941 at Buea (Cameroon)

NATIONALITY: Cameroonian

MARITAL STATUS: Married with five children

EDUCATIONAL BACKGROUND:

1961 - G.C.E. (Ordinary Level), Okoyong Queen of the Holy Rosary College, Namfe (Cameroon)

1963 - G.C.E. (Advanced Level), Queen of the Holy Rosary College, Onitsha (Nigeria)

1968 - Bachelor of Law Degree (LLB), University of Lagos (Nigeria)

1969 - Bachelor of Law Diploma (BL), Lagos Law School (Nigeria)

1970 - Diploma for Magistrates, National School of Administration and Magistracy (E.N.A.M.), Yaounde

1987 - Certificate on Legal Drafting and International Law, Institute of Advanced Legal Studies, University of London

1992 - Certificate on Human Rights, University of Strasburg (France)

PROFESSIONAL EXPERIENCE:

A. Magistracy

1970 - Integration into the Magistracy  
State Counsel in the Legal Department in Buea (Cameroon)

1971 - Presiding Magistrate of Magistrates' Courts, Victoria  
(Cameroon)

1974 - Presiding Magistrate for Buea and Muyuka Courts of First  
Instance

1975 - Promotion into 2nd Grade of the Magistracy; Chief of Service  
of Legislation and Codification in the Ministry of Justice,  
Yaounde

- 1977 - Vice-President of the Court of Appeal Buea, cumulatively as Judge of the High Court, Buea
- 1979 - Promotion to the 3rd Grade of the Magistracy
- 1983 - Assistant Director of Control of Judicial Services, Ministry of Justice, Yaounde
- 1985 - Promotion to the 4th Grade of the Magistracy
- 1988 - Judge of Supreme Court of Cameroon, Yaounde where I am still working
- 1992 - Promotion to the Super-Scale of the Magistracy

B. Lecturing

Since 1975, part-time lecturer at the National School of Magistracy in Yaounde. Received letter of congratulations from the Minister of Public Service to that effect on 30 January 1995.

C. Consultancy

Since 1985, member of the National Consultative Committee for the Progress of Women in Cameroon. Member of the Cameroon Law Reform Commission

1992 - Continues to be member and secretary of the National Commission on Human Rights and Freedoms in Cameroon

Member of the national commission for the final counting of votes during March 1992 legislative elections in Cameroon

1993 - Rapporteur at the International Seminar on Human Rights, Yaounde

Appointed President of the Sub-Committee of Peace for the Preparation of the Fourth World Conference on Women, to be held at Beijing, September 1995

(May to June) - Member of National Drafting Committee of Cameroon's Constitution

1994 - (December) Member of Cameroon's Constitutional Consultative Committee

(7 March) - Elected into the United Nations Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities. This Sub-Commission holds its annual session once, in August, each year

LANGUAGES:

Can read, speak and write English and French. Can speak Bali (maternal language) and the Yoruba language of south-western Nigeria

PARTICIPATION AT INTERNATIONAL MEETINGS:

1977 - Conference on Labour Law for French-Speaking Magistrates, International Labour Organization, Headquarters, Geneva

1987 - Five month international course in international law and legal drafting, Institute of Advanced Legal Studies, University of London, Manchester, Oxford, Amsterdam and the Hague

1990 - (January to February) International Visitors Programme on the Criminal Justice System in the United States of America, in six States

Conference of the International Society for the Reform of Criminal Law

(August) Head of the Cameroonian delegation for presentation of Cameroon's report before the United Nations Committee on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, Geneva

1991 - (November) Member of Cameroon's delegation for presentation of Cameroons report before the United Nations Committee against Torture, Geneva

1992 - (July and August) Course participant on Human Rights, Geneva and Strasburg

(September) Member of Cameroon's delegation to the electoral session at New York, being Cameroon's candidate for the Human Rights Committee

1993 - (June) Member of Cameroon's delegation to Vienna on the World Conference on Human Rights (Member of the Drafting Committee)

1994 - (February) Head of Cameroon's delegation to the session of the Human Rights Commission of the United Nations

Participant at seminar on managing the protection of human rights held at Abuja (18 February-4 March)

Participant at seminar "Cameroon Democracy and Human Rights" held at Mbalmayo (Cameroon) (14-18 March)

(August) Forty-sixth session of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities

1995 - Attended the forty-seventh session of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities in Geneva (31 July-25 August)

1996 - Attended the forty-eighth session of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities (5-30 August). Was appointed rapporteur of the session

MEMBERSHIP OF ASSOCIATIONS:

1989 - Founder of the Friendly Association of Female Magistrates (FAFEM)

1990 - Founder of the Friendly Association of Wives of Magistrates (AMIFEM)

Member of the Executive of the Cameroon National Prayer Breakfast

HOBBIES:

Loves and cultivates flowers

Enjoys gardening

Cherishes music and singing

Likes cooking and experimenting on foreign dishes

Enjoys sewing when time allows it



Mr. HILLMAN EGBE (Alternate)

(Nominated by the Government of Cameroon)

NAME: EGBE ACHUO HILLMAN (JUSTICE)  
DATE AND PLACE OF BIRTH: 8 July 1952 at Takwai, Upper Banyang Subdivision  
Manyu, south-west province  
NATIONALITY: Cameroonian  
MARITAL STATUS: Married, with six children  
PROFESSION: Magistracy  
EMPLOYMENT: Attaché, Presidency of the Republic of Cameroon

EDUCATIONAL PROFILE:

<u>School</u>	<u>Year</u>	<u>Certificate obtained</u>
National School of Administration and Magistracy	1978-1980	Diploma in Magistracy
University of Yaounde	1974-1978	LLB (Hons) Diploma, Legal Studies and Economics
Cameroon College of Arts and Technology Bambili	1970-1972	GCE/AL, 3 papers
Bilingual Practising Grammar College Yaounde	1965-1970	GCE/OL, 9 papers
Roman Catholic School Takwai and N.A. School Tali	1957-1964	F.S.L.C.
Other certificates:		Honorary Diploma in Legal Studies - Romania

PROFESSIONAL EXPERIENCE:

1995-till date Attaché, Presidency of the Republic, Yaounde, Trainer, Judicial Division of National School of Administration and Magistracy (ENAM) Yaounde  
1994-1995 President, High Court, Buea - Fako Division  
1987-1994 President, Court of First Instance and High Court, Wum Menchum Division  
1985-1987 President, Court of First Instance, Batibo - Momo Division

1983-1985 Deputy Divisional State Counsel, Legal Department Kumba, Meme Division

1980-1983 Deputy State Counsel, Legal Department, Limbe - Fako Division

SEMINARS AND CONFERENCES:

1995 Seminar for training of trainers - Enam, Yaounde

Sept. 1995 Preparatory meeting of experts on Conference of Francophone Justice Ministers, Bucharest, Romania  
Theme: Justice, the rule of law, human rights and development

Nov. 1995 Conference of Francophone Ministers of Justice, Cairo  
Theme: Justice, the rule of law, human rights and development

Dec. 1995 Preparatory meeting of summit of heads of State and Government of member States of Francophone, Cotonou

Dec. 1996 Seventeenth session of the Committee on Torture

Mar/Apr. 1997 Fifty-third session - the United Nations Commission on Human Rights

LANGUAGE PROFICIENCY:

English: Write and speak fluently

French: Write and speak fairly well

Ms. JAINABA JOHM (Expert)

(Nominated by the Government of Gambia)

PRESENT ADDRESS: The Attorney General's Chambers and Ministry of Justice  
Marina Parade  
Banjul, The Gambia  
Tel.: (220) 22-84-89 (office)  
(220) 22-81-81 (office)  
(220) 37-04-22 (home)  
Fax: (220) 22-53-52  
Tlx: (220) 2204 PRESOF GV

DATE OF BIRTH: 14 July 1960

NATIONALITY: Gambian

MARITAL STATUS: Married with two children

LANGUAGES: English, French (working knowledge)  
Wollof, Creole, Mandinka

EDUCATIONAL INSTITUTIONS ATTENDED:

1980-1986 University of Ife  
Ile-Ife Nigeria

1986-1987 Nigeria Law School  
Lagos, Nigeria

1993-1994 Raoul Wallenberg Institute of Human Rights  
and Humanitarian Law, University of Lund, Sweden

QUALIFICATIONS OBTAINED:

1983 B.A. History/Political Science

1986 LL.B

1987 B.L.

1994 LL.M

COURSES ATTENDED:

24 April-2 May 1989 Certificate  
United Nations Training Course on "Developing National  
Strategies and Mechanisms for the Promotion and  
Protection of Human Rights in Africa", Banjul

July-August 1989 Certificate  
Summer Course on "Human Rights" Canadian Human Rights  
Foundation, Prince Edwards Island, Canada

- 3-16 December 1989      Certificate  
Seminar on "Management and Consultancy Contracts".  
International Development Law Institute (IDLI), Rome
- 27-30 July 1993      Certificate  
Workshop on "The Preparation of Periodic Reports under  
the African Charter". Organized by the African Center  
for Democracy and Human Rights and the Human Rights  
Unit of the Commonwealth Secretariat, Banjul
- October/November 1993      Certificate  
International Course on "International Human Rights Law  
for Lawyers, Judges, and Legal Practitioners from  
Africa". ISIM, The Hague, The Netherlands

SEMINARS ATTENDED:

- July 1988      Commonwealth Seminar on Crime Prevention and Criminal  
Justice System, Lusaka, Zambia
- November 1989      International Commission of Jurists (ICJ) Seminar on  
"The Provision of Legal Services in Rural Areas",  
Banjul
- April 1993      African Center for Democracy and Human Rights Studies  
(ACDRHS) Seminar on "Prison Conditions in Africa",  
Banjul
- November 1993      ICJ/International Federation of Women Lawyers  
Association Seminar on "Para-legal Training", Accra,  
Ghana

MAJOR CONFERENCES ATTENDED:

- 1991 and 1993      Alternate Member at United Nations Human Rights  
Commission, Geneva
- 1992      Leader of the Gambian delegation to the African  
Regional Intellectual Property Organization (ARIPO)  
meeting for Registrar Generals, Mombassa, Kenya
- November 1992      Leader of the Gambian delegation to the African  
Ministerial Preparatory Meeting for the World  
Conference on Human Rights, Tunis
- November 1992      Elected Rapporteur, African Ministerial Preparatory  
Meeting for the World Conference on Human Rights, Tunis
- April 1993      Leader of the Gambian delegation to the preparatory  
meeting for the World Conference on Human Rights,  
Geneva
- February/March      Alternate observer at the United Nations Human Rights



Offers legal opinion to various government ministries  
and departments;

INTERNATIONAL ELECTIONS OBSERVER:

14-22 July 1997                    Was a member of a delegation selected by Femmes Africa  
Solidarité (FAS) an organization based in Geneva,  
Switzerland, in collaboration with the Organization of  
African Unity (OAU) to monitor the elections held in  
Liberia on 19 July 1997.

COMMUNITY ACTIVITIES:

Member of Defence of Children International (Banjul branch)

Member of HIV/AIDS Prevention Association

Mr. YEUNG KAM YEUNG SIK YUEN

(Nominated by the Government of Mauritius)

NAME: YEUNG KAM JOHN YEUNG SIK YUEN

ADDRESS: 55, Botanical Garden Street, Curepipe

DATE OF BIRTH: 1 January 1947

MARITAL STATUS: Married with three children (aged 18, 16 and 5)

QUALIFICATIONS:

1. March 1966: H.S.C. results  
St. Joseph's College, three A levels: English,  
French, Latin plus maths subsidiary
2. October 1966-June 1969: Leeds University Faculty  
of Law  
June 1969: Degree LLB (Honours)
3. July 1970: Called to the Bar, Lincoln's Inn,  
London
4. 12 August 1970: Sworn in to practice at Mauritian  
Bar
5. 1971-1972: Université de Paris II, Panthéon,  
passed the "Examen Préalable au diplôme de Doctorat  
d'Université en Droit Civil" coming out first in my  
class. The thesis for the Doctorate degree had not  
been completed, however, by the time I returned to  
Mauritius.

PROFESSIONAL EXPERIENCE:

<u>From</u>	<u>To</u>	<u>Post held</u>	<u>Attorney-General/ Judicial</u>
1/12/72	31/8/76	Temporary Crown Counsel/Legal Officer/Crown Counsel	Attorney-General's Office
1/9/76	3/3/77	District Magistrate	Judicial Department
4/5/77	21/5/78	Ag. Sen. District Magistrate	" "
22/5/78	3/2/80	Senior District Magistrate	" "
4/2/80	30/6/81	Ag. Magistrate Intermediate/Industrial Court	" "

<u>From</u>	<u>To</u>	<u>Post held</u>	<u>Attorney-General/ Judicial</u>	
June 1980		Special charge Island of Agalega	"	"
1/7/81	1/11/82	Magistrate Intermediate Court	"	"
2/11/82	30/11/83	Ag. Presiding Magistrate Industrial/Intermediate Court	"	"
1/12/83	17/8/86	Presiding Magistrate Intermediate Court	"	"
1/9/84	17/8/86	Ag. Judge in Bankruptcy and Master and Registrar	"	"
18/8/86	22/1/89	Judge in Bankruptcy and Master and Registrar	"	"
23/1/89	9/8/95	Judge	"	"
10/8/95		Senior Puisne Judge	"	"

DETAILS OF EXPERIENCE:

1. Attorney-General's Office

I practised at the local bar for a few months before joining the Attorney-General's Office as Temporary Crown Counsel on 1 December 1972. I worked there until August 1976.

During the four years I was posted at the Attorney-General's Office, I had the following schedule of duties:

- (i) advising ministries;
- (ii) appearing for Government in civil litigation;
- (iii) representing the public minister whenever necessary;
- (iv) prosecuting criminal cases at the district and intermediate courts and at the assizes;
- (v) officer-in-charge of the Districts of Moka/Flacq for all criminal matters;
- (vi) actively involved with the Law Revision Unit under Professor Angelo.



2. District/Senior District Magistrate

I served as Magistrate from 1 September 1976, and was promoted senior District Magistrate on 22 May 1978.

As Magistrate/Senior District Magistrate, I have sat in practically all the district courts including Rodriguez and Agalega. The District Magistrate presides over his court and hears both civil and criminal cases. He also hears chambers cases in his capacity as "Judge de paix". He works with a staff comprising a district clerk, an assistant district clerk, recorders, ushers, court cashier, messengers, court orderlies, police prosecutor and probation officers. He is the person who has overall responsibility for the smooth despatch of court business and is therefore a person who must have a sense of leadership.

In my capacity as Magistrate I have also been called upon to chair committees of inquiry relating to disciplinary proceedings instituted against public officers and boards of assessment relating to the compulsory acquisition of land by Government. I have also chaired the Prisons Board, a work undertaken "de bono" on Saturdays. Offences against prison discipline by detainees are tried and the board ascertains that conditions of detention are not oppressive and inhuman.

3. Magistrate Intermediate/Industrial Court

From February 1980 to June 1981, I have served as Magistrate Intermediate Court/Magistrate Industrial Court in an acting capacity on three occasions. I was appointed Magistrate Industrial Court on 1 July 1981. The Intermediate Court deals with the more serious criminal cases which are referred by the Director of Public Prosecutions. Civil claims are also heard. The Industrial Court moreover, deals with labour disputes during which conciliation is frequently resorted to.

4. Presiding Magistrate Industrial/Intermediate Court

I have served as Presiding Magistrate Industrial Court in an acting capacity on four occasions, between 2 November 1982 and November 1983. I was appointed Presiding Magistrate Intermediate Court on 1 December 1983.

5. Judge in Bankruptcy and Master and Registrar

I served as Judge in Bankruptcy and Master and Registrar in an acting capacity with effect from 1 September 1984 and appointed to that post in a substantive capacity on 18 August 1986. The Master and Registrar is in fact the "Permanent Secretary" of the Judicial Department. He is the liaison officer between the department and other ministries, between the Chief Justice and the entire staff including the magistrates. He ascertains that all the courts are adequately staffed, that there is no backlog in any specific court by close monitoring through monthly returns. He also keeps the Rolls of Law Practitioners, compiles the jury list. Quite apart from administrative responsibilities, the Master has a sizeable amount of judicial work as well viz. he conducts judicial sales before the Master's Bar, is in charge of divisions in kind, sits at the bankruptcy court with the title of "Judge of

the Bankruptcy Court". The Master and Registrar is now helped by a Deputy Master and Registrar, a post which has recently been created. In my capacity as Master and Registrar, I was also the Chairman of the Central Probation Committee.

During my term of office as Master and Registrar I was involved with two notable happenings, viz. (i) the laying of the foundation stone for the New Court House which is now nearing completion, and; (ii) the preparations marking the celebration of the bicentenary of the Mauritian Bar in May 1987.

6. Puisne Judge

I was appointed Judge on 23 January 1989.

7. Senior Puisne Judge

I was appointed Senior Puisne Judge on 10 August 1995.

The Senior Puisne Judge is a de facto member of the Judicial and Legal Service Commission. Over and above his duties as Puisne Judge, he is in charge of matrimonial matters and Chambers matters. He accordingly deals every week with all the formal matters in matrimonial cases and distributes the case load of cases which are in shape. He also ascertains that a proper roster is maintained to ensure the availability of judges for urgent matters especially during court vacation.

8. Parajudicial functions

- (i) In 1982-1983, I have lectured in French Civil Law at the University of Mauritius for the Diploma in Civil Law Course.
- (ii) In 1983-1984 I was elected and served as President of the Magistrates' Association of Mauritius, an association affiliated to the Commonwealth Magistrates' and Judges' Association which is based in London.
- (iii) From 1984 to 1986, I have sat on the Board of the Council of Legal Education.
- (iv) I have also on numerous occasions served as Examiner/Chairman of Board of Examiners at the examinations held for the three branches of the legal profession, viz. notary, attorney and barrister.
- (v) In 1988, I was chosen by Sir Cassarn Moolan, then Chief Justice, to represent the Judiciary of Mauritius at the Commonwealth Magistrates and Judges Conference in Halifax, Canada.
- (vi) In 1989-1990, I have lectured at the Council of Legal Education in Commercial Law.

- (vii) In September 1990, I was chosen by Sir Victor Glover, then Chief Justice, to represent the Mauritius Judiciary at a conference held in Beijing by the World Jurists Association and sat as a panellist on the "Judiciary Panel".
- (viii) In 1990-1991, I presided over the Commission of Inquiry on the National Handicraft Centre.

9. I.T. development

In November 1989, I was requested by Sir Victor Glover, to study and appraise the advisability of introducing computers within the court environment and to be in charge of the I.T. development programme at the Supreme Court. I am still in charge of that project which has gone a long way towards intensive implementation.

The main achievements so far are:

(a) The staff of the Supreme Court is now computer literate to an appreciable degree and all the sections of the Supreme Court are now computerized;

(b) There is a LAN (Local Area Network) which permits all judges to access from their individual chambers data (judgements of the Supreme Court) which are stored in a main server. Research is also possible through a programme which permits text retrieval;

(c) We have recently received a Minitel at the Supreme Court giving us access to French legal database.

I have visited "technology courts" in Singapore, Hong Kong and Australia which use the computer as a major productivity tool. Very soon we are moving to the next stage of development which will permit Digital recording of court proceedings on a D.A.T. (Digital Audio Tape) and which will appreciably shorten hearing time at the Supreme Court.

I have also initiated a project to reprint the Mauritius reports which date back to 1861. This project has now reached the finalization stage. The data will be electronically stored and made available on CD-Rom as well.

10. Social activities

- (i) I am serving on the Board of Governors of St. Joseph's College and have been doing so for the past 5 years. The Board sets and streamlines policies. It also ascertains that there is no material want which would hamper the progress of the college;
- (ii) I have been a member of the Lions Club of Port Louis for over 10 years. I was President for the year 1988-1989 and have represented my club in Reunion and Madagascar. This year I was awarded the Melvin Jones Fellowship which is the highest award of the Lions Clubs International Association.

## Ms. JUDITH SEFI ATTAH (Expert)

(Nominated by the Government of Nigeria)

DATE AND PLACE OF BIRTH:	14 July 1933, Okene, Kogi State of Nigeria	
NATIONALITY:	Nigerian	
EDUCATION:	Achimota School, Accra, Ghana,	1939-1946
	Aburi Girls' School, Ghana	
	St. Theresa's College, Ibadan,	1947-1951
	Nigeria	
HIGHER EDUCATION:	University College, Dublin	
	B.A. (Geography/History)	1954-1957
OTHER POST-GRADUATE TRAINING	3 months Commonwealth Visitors in Education Award to Australia	1971
	Senior Management Course	
	University of Pittsburgh, U.S.A.	
PROFESSIONAL EXPERIENCE:	Teaching primary school	
	Queen Elizabeth School, Ilorin	1951-1953
	Headmistress/Principal:	
	Provincial Girls' School, Yola	1960-1961
	Govt. Girls' Sec. School, Kano	1962-1963
EDUCATIONAL ADMINISTRATION:		
(a)	Chief Woman Education Officer Northern Region, Kaduna	1961-1968
(b)	Assistant Adviser Teacher Education (Federal Service)	1968-1971
(c)	Adviser and later Assistant Director Teacher Education	1971-1976
(d)	Director, Higher Education	1976-1982
(e)	Permanent Delegate of Nigeria to the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization	1982-1986
(f)	Permanent Secretary, Federal Ministry of Science and Technology	1986-1987
(g)	Ambassador/Permanent Secretary and later Director-General, Ministry of External Affairs	1987-1991

- |     |   |           |
|-----|---|-----------|
| (h) | Ambassador to Italy with concurrent accreditation to Greece and Cyprus        | 1991-1995 |
| (i) | Honourable Minister, Federal Ministry of Women Affairs and Social Development | 1955      |

Other ad hoc assignment

Has served on councils, boards, committees, conferences on education or training, such as:

A. National

- |     |  |           |
|-----|--|-----------|
| (a) | Council of University of Ibadan  | 1966-1982 |
| (b) | Board of the University College Hospital, Ibadan   | 1968-1972 |
| (c) | Board of the Nursing and Midwives Council of Nigeria   | 1968-1978 |
| (d) | Board of Lagos University Nursing School   | 1974-1978 |
| (e) | RSPCA of Nigeria   | 1973-1978 |
| (f) | National Advisory Council for the Blind  | 1969-1976 |
| (g) | National Eye Centre Board  | 1979-1982 |
| (h) | National Library Board   | 1970-1976 |
| (i) | Joint Consultative Committee on Education (Chairman for 5 years)   | 1964-1982 |
| (j) | West African Exams Council   | 1965-1982 |
| (k) | Conference on the National Policy on Education/Member of the Implementation Committee  | 1974-1977 |
| (l) | Seminar on the Establishment of new universities of technology in Nigeria (Lagos and Jos)                                    | 1981      |
| (m) | Served on several panels on aspects of: universities, polytechnics, teachers' colleges, special education, women's education | 1971-1982 |

B. International

- |     |   |  |
|-----|---|--|
| (a) | Served on bilateral talks as part of Government team with the United States, United Kingdom, France, Italy, Poland, Yugoslavia, Canada, Romania and Guyana. |  |
|-----|---|--|

- (b) Participated in Commonwealth Education Conferences at:
- |       |   |      |
|-------|---|------|
| (i)   | Nairobi, Teacher Education                    | 1975 |
| (ii)  | New Delhi, Conference on Non-formal Education | 1979 |
| (iii) | Colombo, Ministers' Conference                | 1980 |
| (iv)  | Lesotho, Universal Primary Education          | 1980 |
| (v)   | Lagos, Education Technology                   | 1981 |
- (c) Participated in UNESCO conferences:
- |       |   |               |
|-------|---|---------------|
| (i)   | African Ministers' Conference, Lagos  | 1976          |
| (ii)  | General conference, Nairobi   | 1976          |
| (iii) | International Bureau of Education Conference, Geneva  | 1975 and 1981 |
| (iv)  | Working Mothers and Pre-School Education organized by National Commission, Lagos                                      | 1982          |
| (v)   | Organization of African Unity/ Conferences on Education, Science and Technology, Culture and Information at Mauritius | 1978          |
- (d) Others:
- |       |  |              |
|-------|--|--------------|
| (i)   | Member, Nigerian delegation to meetings of the Economic Community of West African States                                   | 1978-1991    |
| (ii)  | Member, Nigerian delegation to Human Rights Commission   | 1987 to date |
| (iii) | Nigeria's Independent Expert Member on the Sub-Commission on the Prevention of Discrimination and Protection of Minorities | 1987 to date |
| (iv)  | Member of the Nigerian delegation to the United Nations General Assembly   | 1987-1995    |

C. Honours

Order of the Federal Republic (OFR)	1983
-------------------------------------	------

Ms. CHRISTY EZIM MBONU (Alternate)

(Nominated by the Government of Nigeria)

NAME: Ms. Mbonu, Christy Ezim

DATE AND PLACE OF BIRTH: 25 July 1957, Jos, Plateau State, Federal  
Republic of Nigeria

MARITAL STATUS: Married

EDUCATION:

University of Ife (now Obafemi Awolowo University), Ile-Ife, Nigeria,  
B.A. (French), 1980

Foreign Service Academy, Lagos, 1983

University of Lagos, Nigeria

Master's Degree in International Law and Diplomacy (MILD), 1990

KNOWLEDGE OF FOREIGN LANGUAGES:

Speaks and writes English and French fluently

Fair knowledge of Portuguese

PROFESSIONAL EXPERIENCE:

- Protocol Department, Ministry of Foreign Affairs, Lagos, 1981-1982;
- West and North Africa Department, Ministry of Foreign Affairs, Lagos, 1983-1986;
- Unofficial translator/interpreter for the Minister of Foreign Affairs of the Federal Republic of Nigeria, April-September 1986;
- Permanent Mission of Nigeria, Geneva, Switzerland, 1986-1989;
- Ministry of Foreign Affairs, Political Department (Liaison Office), Lagos, 1991-1995;
- Consulate-General of Nigeria, New York, 1995 to date.

PARTICIPATION AT CONFERENCES AND MEETINGS:

- Alternate head of the Nigerian delegation to the thirty-seventh, thirty-eighth and thirty-ninth sessions of the Executive Committee of the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), Geneva, 1986-1988;

- Member of the Nigerian delegation to the Sub-Committee on International Protection of the Executive Committee of UNHCR, Geneva, 1986, 1987, 1988;
- Member of the Nigerian delegation to the Sub-Committee on Administrative and Financial Matters of the Executive Committee of UNHCR, Geneva, October 1986, 1987, 1988;
- Member of Working Group of Executive Committee of UNHCR mandated by the Economic and Social Council to study effective participation as observer on the Executive Committee sessions;
- Member of the Nigerian observer delegation to the United Nations Commission on Human Rights, Geneva, February-March 1987;
- Head of the Nigerian observer delegation to the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, Geneva, August 1987;
- Member of the government delegation to the Twenty-Fifth Conference of the International Committee of the Red Cross, Geneva, 1986;
- Member of the Open-ended Working Group on the Question of a Convention on the Rights of the Child, 1988;
- Member of the Nigerian delegation to the United Nations Commission on Human Rights, Geneva, February-March 1988;
- Participant at the International Seminar on the Teaching of Human Rights, Geneva, December 1988;
- Rapporteur of the forty-fifth session of the Commission on Human Rights, February-March 1989;
- Member of the Working Group on Indigenous Populations of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, 1987-1991;
- Alternate member of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, 1987 to date;
- Member of the Nigerian delegation to the fiftieth session of the General Assembly, 1995;
- Member of the Nigerian delegation to the fifty-first session of the General Assembly, 1996.

DOCUMENTS PREPARED FOR THE UNITED NATIONS SUB-COMMISSION ON PREVENTION OF DISCRIMINATION AND PROTECTION OF MINORITIES:

Draft programme of activities for the International Year for the World's Indigenous People (E/CN.4/Sub.2/1990/41) co-authored with Mr. Asjborn Eide (Norway).



Further suggestions for the United Nations activities for the International Year for the World's Indigenous People (E/CN.4/Sub.2/1991/39) co-authored with Mr. Asjborn Eide (Norway).

AD HOC NATIONAL ASSIGNMENT:

Delivery of lecture to officers of the Command and Staff College, JAJI, Nigeria, 1986.

HONOURS:

Honorary citizen of the City of Little Rock, Arkansas, USA, March 1996.

Mr. JOSEPH OLOKA-ONYANGO (Expert)

(Nominated by the Government of Uganda)

NAME: JOSEPH OLOKA-ONYANGO

DATE AND PLACE OF BIRTH: 16 September 1960, North London, England

NATIONALITY: Ugandan

PRESENT POSITION:

Acting Director, and Associate Professor, Human Rights and Peace Centre (HURIPEC), Faculty of Law, Makerere University; teaching International Human Rights Law, Refugee Law, International Economic Law and Constitutional Law, Master's of Business Administration (MBA), Faculty of Commerce; Advocate of the Supreme Court of Uganda.

EDUCATION (Legal):

September 1986-March 1989:

Doctor of Juridical Science (SJD), Harvard Law School, Cambridge, M.A., USA

September 1985-June 1986:

Master of Laws (LLM), Harvard Law School

June 1982-July 1983:

Diploma in Legal Practice (Dip. L.P.) Law Development Centre, Kampala

June 1979-July 1982:

Bachelor of Laws Honours (LLB), Makerere University, Kampala

PROFESSIONAL EXPERIENCE (Legal):

October 1992-October 1997:

Senior Lecturer, Faculty of Law, Makerere University, Kampala, Uganda

Winter 1997:

Visiting Professor, Harvard Law School, Cambridge, MA, USA

September 1994-September 1995:

Visiting Professor, University of Minnesota, School of Law and Institute of International Studies, USA

October 1993-October 1994:

Coordinator (HURIPEC), Makerere University, Kampala, Uganda

Spring 1993:

Visiting Professor, College of Law/African Studies Centre, University of Florida, Gainesville, USA

October 1989-October 1992:

Lecturer in Law, Faculty of Law, Makerere University, Kampala, Uganda

January-August 1989:

Research Associate, Harvard Law School

September 1987-February 1988:

Attorney, Lawyers Committee for Human Rights, New York

June-September 1986:

Legal Consultant, United States Committee for Refugees, Washington, DC.

March 1982-July 1985:

Legal Associate, Mugerwa & Matovu advocates, Kampala, Uganda

October 1983-July 1985:

Teaching Assistant, Faculty of Law, Makerere University, Kampala, Uganda

PROFESSIONAL EXPERIENCE (General)

Chairman (General Meeting) and Senior Research Fellow, Centre for Basic Research (CBR), Kampala

Member, External Research Advisory Committee (ERAC) to United Nations High Commissioner for Refugees, Sadako Ogata, Geneva

Focal Point, United Nations Institute for Training and Research (UNITAR), Geneva

Consultant, United Nations Development Programme (UNDP) - Network on Ethics, Law and HIV/AIDS

Consultant, UNDP - Programme on Governance and Sustainable Human Development

Consultant (Refugees and Africa Projects) Lawyers Committee for Human Rights, New York

Member, Advisory Board, International Human Rights Internship Programme (IHRIP) Washington, DC

Member, Advisory Board, United Nations University, (UNU) team on Peace and Global Governance

Member, Advisory Board, Minnesota advocates for Human Rights, Minneapolis

Member, Board of Directors, International Third World Legal Studies Association (INTWORI), New York

Member, Board of Directors, Human Rights Centre SUNY, Buffalo Law School, New York

Associate Editor, East African Journal of Peace and Human Rights, Kampala

Member, Editorial Board of the International Journal of Refugee Law, Geneva

Member, Editorial Board, International Journal of Group Rights, New York

Member, Editorial Board, Buffalo Journal of Human Rights, New York

PUBLISHED WORK:

A. BOOKS AND BOOK CHAPTERS

A decade of the National Resistance Movement in Uganda: the Human Rights Balance Sheet, (Forthcoming, Fountain Publishers, Kampala, 1997)

The Dynamics of Constitutional Politics in Uganda, (CODESRIA, Dakar, 1997)

(with Sylvia Tamale) Bitches at the Academy: Gender and Academic Freedom at the African University in CODESRIA, The State of Academic Freedom in Africa: 1996 (CODESRIA, Dakar 1997)

(with Kivutha Kibwana and Chris Maina Peter - eds.), Law and the Struggle for Democracy in East Africa (CLARIPRESS, Nairobi, 1996)

Taming the Executive: The History of and Challenges to Uganda's Constitution-making, in J. Oloka-Onyango, Kivutha Kibwana, and Chris Maina Peter (eds.), Law and the Struggle for Democracy in East Africa (CLARIPRESS, Nairobi, 1996)

Uganda, in Peter Baehr, Lalaine Sadiwa & Jacqueline Smith (eds.), Human Rights in Developing Countries: 1996 Yearbook (Kluwer Law International, The Hague/London/Boston, 1996)

The OAU Bureau for Refugees, in Lawyers Committee for Human Rights, African Exodus: Refugee Crisis, Human Rights and the 1996 OAU Convention (New York, 1995)

(with Mahmood Mamdani - eds.) Uganda: Studies in Living Conditions, Popular Movements and Constitutionalism (University of Economics & Business Administration/Centre for Basic Research Vienna/Kampala, 1994)

(with John-J, Barya) Popular Justice and Resistance Committee Courts in Uganda, (Friedrich Erbert Stiftung, Kampala, 1994)

Academic Freedom at the Kampala Conference, in Mamdou Diouf & Mahmood Mamdani (eds.) Academic Freedom in Africa, (CODESRIA, Dakar, 1994)

Some Reflections on the Human Rights aspects of African Economic Integration, in M.A. Ajomo & O. Adewale (eds.), African Economic Community: Issues, Problems and Prospects (Nigerian Institute of Advanced Legal Studies, Lagos, 1993)

The Place and Relevance of Arbitration and Dispute Resolution to Less Developed Countries (Chapter 8 in UNITAR, Debt and Financial Management, Geneva, 1993)

Judicial Power and Constitutionalism in Uganda, [CBR Working paper No. 30, 1993]

Uganda, in Bard-Anders Andreassen & Theresa Swinehart (eds.) Human Rights in Developing Countries: 1991 Yearbook, (Scandinavian University Press, Oslo, 1992)

The National Resistance Movement, "Grassroots Democracy" and Dictatorship in Uganda in Robin Cohen & Harry Goulbourne (eds.) Democracy and Socialism in Africa, (Westview Press, Boulder, 1991)

B. JOURNAL ARTICLES, BOOK REVIEWS, PAPERS AND BRIEFS

1. Uganda's "Benevolent" Dictatorship, 96/610 Current History, 1997

2. (with John-Jean Barya), Civil Society and the Political Economy of Foreign Aid in Uganda 4/2 Democratization, 1997

3. The Question of Buganda in Contemporary Ugandan Politics, in 15/2 Journal of Contemporary African Studies, 1997

4. The Plight of the Larger Half; Human Rights, Gender Violence and the Legal Status of Refugee and Internally Displaced Women in Africa, 24/2 Denver Journal of International Law & Politics, 1996

5. Expunging the Ghost of Ex. Parte Matovu: Challenges Facing the Ugandan Judiciary in the 1995 Constitution, Makerere Law Journal, 1996

6. Notes on the Second Extraordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights, East African Journal of Peace & Human Rights, 1996

7. Risen from the Dead or Sinking Ever Deeper? Structural adjustment and the "Progressive Realization" of Economic, Social and Cultural Rights in Uganda (forthcoming, 1996)

8. The African Refugee Question: An Old Problem in search of new Solution (forthcoming, 1996)
9. Two Approaches to Constitutional Debate and Reform in Africa: Kenya and Uganda Compared (forthcoming, 1996)
10. On People, Poverty and Community Action: Review of People: From Impoverishment to Empowerment. (Under Kirdar & Leonard Silk, eds. forthcoming in Human Rights Quarterly)
11. Biography as Apologia (Review of Obote: A Political Biography, by Kenneth Ingham 1994) in 42/4 Africa Today, 1995
12. Reflections on the framework of Economic, Social and Cultural Rights in Africa, 55 The Review of the International Commission of Jurists, 1995
13. (with Sylvia Tamale) "The Personal is Political," or Why Women's Rights are Indeed Human Rights: An African Perspective on International Feminism, 17/4 Human Rights Quarterly, 1995.
14. Constitutional Transition in Museveni's Uganda: New Horizons or another False Start, 39/2 Journal of African Law, 1995
15. Beyond the Rhetoric: Reinvigorating the Struggle for Economic and Social Rights in Africa, 26/2 California Western International Law Journal, 1995
16. Human Rights Activists in Africa: A Frog's Eye View, 2 CODESRIA Bulletin, 1995
17. Taming the President: Some Reflections on the Executive and Separation of Powers in Uganda, 2/2 East African Journal of Peace and Human Rights, 1995
18. Review of African Refugees: Development Aid and Reparation, (Howard Adelman & John Sorenson eds. 1994), 8/1 Journal of Refugee Studies 1995
19. The Place and Role of OAU Bureau for Refugees in the African Refugee Crisis, 6/1 International Journal of Refugee Law, Spring, 1994
20. Review of Albie Sachs & Gita H. Welch, Liberating the Law: Creating Popular Justice in Mozambique 28/2 Canadian Journal of African Studies, 1994
21. Political Reform and Political Change in Uganda: The draft Constitution and Constituent Assembly Elections, 8/2 Lesotho Law Journal, 1993
22. The HIV/AIDS Crisis, Human Rights and Legal Aid in Uganda, LAP News, (November 1993)
23. (with Gariyo Zie and Frank Muhereza), Pastoralism, Crisis and Transformation in Karamoja (Centre for Basic research-CBR/International Institute for Environment and Development-HED, Issue Paper No. 42 (June, 1993)

24. "Popular Justice", Resistance Committee Courts and the Judicial Process in Uganda: (1998-1992), 3/7 Beyond Law: Mas alla del Derecho, (July 1993)
25. "The Dynamics of Corruption Control and Human Rights Enforcement in Uganda: The Case of the Inspector General of Government, 1/1 East African Journal of Peace and Human Rights, 1993
26. Governance, Democracy and Development in Uganda Today: A Sociological Examination, 13/2 African Studies Monographs, 1992.
27. The Legal Control of Tertiary Institutions in East Africa; The Case of Makerere University, 17/4 African Development, (1992); 7/8 Zimbabwe Law Journal 1989-1990
28. Human Rights and the Struggle for Democracy in Uganda today, 1/1 Uganda Law Society Review, 1992
29. Human Rights, the OAU Convention and the Refugee crisis in Africa Forty Years after Geneva, 3/3 International Journal of Refugee Law, 1991
30. Armed Conflict, Political Violence and the Monitoring of Human Rights in Uganda, CBR Working Paper No. 12, 1991
31. (with Sam Tindifa), Constitutionalism in Uganda: Report of a Survey of Organized Groups and Group Leaders Relating to the Promulgation of a new Constitution for the Republic of Uganda, CBR Working Paper No. 10, 1991
32. Police Powers, the State and Human Rights in Kenya and Uganda: A comparative Analysis Third World Legal Studies, 1990
33. Law, "Grassroots Democracy" and The National Resistance Movement in Uganda, 17/4 International Journal of the Sociology of Law, 1989
34. Law and State in the Political Economy of Underdevelopment SD Dissertation, December 1988
35. Race, Class and Imperialism in Uganda 5/1 TransAfrica Forum, (1987)
36. Development Finance: The case of the Uganda Development Bank, XV/3 Ufahainu (1986/87)
37. Plugging the Gaps: Refugees and OAU Policy [Issue Brief, United States Committee for Refugees]

CONFERENCES AND SEMINAR PAPERS, REPORTS AND STUDIES

- Forced Displacement and Gender Violence in Uganda: The Case of Refugee Women, (Research Study for the Netherlands Embassy)
- On the Feasibility of Establishing an East African Centre for Constitutional Development: A concept Paper (Presented in a Ford Foundation Workshop on the New African Initiative, Entebbe, 16-18 July 1996)

- Democracy and the Role of Civil Society in Uganda: Is There a Place for Foreign Political Aid? (Presented at a workshop on Strengthening Civil Society through Foreign Political Aid, Accra, 8-12 July 1996)
- Thirty Years after Buganda Crisis: Are We Heading for Another? (presented at the Faculty of Law Symposium, Thirty Years After the 1966 Uganda Crisis, Makerere University, Kampala, 26 April 1996)
- Governance and the UNDP's Organizational Mandate (Consultancy Report submitted to the UNDP on 2 February 1996)
- Expunging the Ghosts of Ex. Parte Matovu: Challenges facing the Uganda Judiciary in the 1995 Constitution (Judges Conference, Kampala, 11-12 January 1996)
- Human Rights Activists in Africa: A Frog's eye View (Presented in a workshop on International Human Rights, N. Hennepin Community College, Brooklyn Centre, Minneapolis, 24 February 1995)
- Liability for the Administration of HIV/AIDS Vaccine Tests in Uganda: A Study Undertaken for the Global Programme of AIDS of the World Health Organization (WHO) (December 1994)
- Governance, Humanitarian Intervention and the Quest for Sustainable Peace in Africa: The Status Quo and Proposals for future research (presented at the second consultative meeting of the United Nations University (UNU) Advisory team on Peace and Global Governance, Barcelona, Spain, 24-25 October 1994)
- Notes on the African debt crisis and the democratic imperatives for the twenty-first century (presented at the Harvard Human Rights Programme, 16 April 1993)
- Some thoughts on human rights jurisprudence, the common law and its applicability to the African context (presented at the African Centre for Democracy and Human Rights Studies, Seminar for Anglophone African Magistrates, Banjul, 8-12 February 1993)
- The "new" international order, human rights and the struggle for global democracy (presented at the international seminar on human rights, Lagos, Nigeria, 3-6 February 1992)
- Contemporary Press Laws and the democratic tradition: A critical survey [Uganda Journalists Association Seminar on the proposed Uganda Media (Press and Publications) Bill, Kampala, 5-6 November 1996]



Mr. GUOXIANG FAN (Expert)

(Nominated by the Government of China)

NAME: FAN Guoxiang

DATE AND PLACE OF BIRTH: October 1928, Beijing, China

NATIONALITY: Chinese

EDUCATION

1945-1949 Obtained B.A., Beijing University; Beijing Foreign Affairs College

1958-1960 University of Geneva, Switzerland

PROFESSIONAL EXPERIENCE

1949-1958 Functionary and then Deputy Section-Chief in the Department of International Organizations and Conferences of the Foreign Ministry of China;

1960-1965 Third and then Second Secretary in the Chinese Embassy in Switzerland;

1965-1973 Deputy Division-Chief in the Department of Translation and Interpretation of the Foreign Ministry;

1973-1978 Deputy Division-Chief in Chinese People's Institute of Foreign Affairs;

1978-1983 First Secretary and then Counsellor in the Chinese Embassy in Australia;

1983-1986 Counsellor in the Permanent Mission of the People's Republic of China, to the United Nations, New York;

1986-1989 Deputy-Permanent Representative and Ambassador in charge of disarmament in the Permanent Mission of the P.R.C. to the United Nations and other International Organizations in Geneva;

1989-1992 Permanent Representative and Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary in the Permanent Mission of the P.R.C. to the United Nations and other International Organizations in Geneva;

1993 till now Professor of the College of Foreign Affairs; Vice-Chairman of the China Society for Human Rights Studies.

PARTICIPATION IN THE UNITED NATIONS ORGANIZATIONS AND CONFERENCES

August 1989, at the forty-first session of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities under the Commission on Human Rights, Head of the Observer Delegation of China;

February 1990, at the forty-sixth session of the Commission on Human Rights, Head of the Chinese Delegation;

August 1990, at the forty-second session of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities under the Commission on Human Rights, Head of the Observer Delegation of China;

January 1991, at the forty-seventh session of the Commission on Human Rights, Head of the Chinese Delegation;

August 1991, at the forty-third session of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities under the Commission on Human Rights, Head of the Observer Delegation of China;

September 1991, at the First Preparatory Committee of the World Conference on Human Rights, Head of the Chinese Delegation;

January 1992, at the forty-eighth session of the Commission on Human Rights, Head of the Chinese Delegation;

April 1992, at the second Preparatory Committee of the World Conference on Human Rights, Head of the Chinese Delegation;

August 1992, at the forty-fourth session of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities under the Commission on Human Rights, Head of the Observer Delegation of China;

September 1992, the third Preparatory Committee of the World Conference on Human Rights, Head of the Chinese Delegation; also took part in meetings to monitor the implementation of international conventions, such as the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, Representative of China and Head of the Chinese Delegation;

January 1993, at the United Nations Workshop for the Asia-Pacific Region on Human Rights Issues, held in Jakarta, human rights expert;

March 1993, at the Regional Preparatory Committee of Asia of the World Conference on Human Rights, Head of the delegation of the China Society for Human Rights Studies;

1994 till now, at the forty-sixth, forty-seventh, forty-eighth and forty-ninth sessions of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, human rights expert.

OTHER ACTIVITIES

Attended many times the meetings of the General Assembly, the Executive Committee of UNHCR and other specialized agencies of the United Nations, as well as other international meetings on human rights, refugees, humanitarian assistance affairs, etc., as the representative of China.

LANGUAGES

Chinese, English and French

Mr. SHUKONG ZHONG (Alternate)

(Nominated by the Government of China)

NAME: ZHONG Shukong

DATE AND PLACE OF BIRTH: February 1930, Sichuan Province, China

NATIONALITY: Chinese

EDUCATION

1945-1949 Obtained B.A., English Department, University of Sichuan;

1950-1951 English Department, Beijing Foreign Studies University;

PROFESSIONAL EXPERIENCE

1949-1950 Assistant Lecturer, English Department, University of Sichuan;

1951-1957 Functionary in the Embassy of the People's Republic of China in Pakistan;

1957-1964 Functionary in the Department of Asia in the Foreign Ministry of China;

1964-1981 Senior Lecturer and then Associate Professor, Beijing Foreign Studies University;

1981-1984 Division-Chief of the Department of International Organizations and Conferences in the Foreign Ministry, in charge of multilateral economic matters and developmental issues;

1984-1988 Counsellor of the Chinese Embassy in Thailand and concurrently China's Deputy-Permanent Representative to the Economic and Social Commission for Asia and the Pacific (United Nations);

1988-1990 Director (D2) of Policy, Programming and Development Planning, Department of Technical Cooperation for Development, United Nations Headquarters, New York;

1990 till now Professor at the College of Foreign Affairs; Special Adviser on Environmental Matters of the Department of International Organizations and Conferences; Council Member of China Association for International Scientific and Technological Cooperation.

PARTICIPATION IN THE UNITED NATIONS ORGANIZATIONS AND CONFERENCES

- 1981-1984 In charge of economic and developmental issues as the Division-Chief of the Department of International Organizations and Conferences, and as a delegate of China, attended conferences respectively of the United Nations Industrial Development Organization, the United Nations Conference on Trade and Development, the Food and Agriculture Organization of the United Nations, the World Food Programme, the Economic and Social Council, the Economic and Social Commission for Asia and the Pacific, etc., and meetings of the second and third Committees of the United Nations General Assembly sessions, and of the Governing Council of the United Nations Development Programme, the United Nations Environment Programme, etc., dealing mainly with policy coordination;
- 1990 till now As a delegate of China, attended a number of intergovernmental meetings and negotiating sessions, including those in the substantive preparations for the United Nations Conference on Environment and Development (UNCED) and those during the UNCED in June 1992;
- 1995 till now As the Alternate-Member to the forty-sixth, forty-seventh, forty-eighth and forty-ninth session of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities.

LANGUAGES

Chinese and English

Mr. SOLI JEHANGIR SORABJEE (Expert)

(Nominated by the Government of India)

DATE AND PLACE OF BIRTH: 9 March 1930, Bombay

PROFESSIONAL EXPERIENCE

Commenced legal practice in 1953

Enrolled as Senior Advocate, Supreme Court of India in 1971

Additional Solicitor General and Solicitor General of India, 1977-1980

Attorney General for India, 1989-1990.

Has appeared in several cases dealing with constitutional issues in the Supreme Court of India, including matters related to fundamental rights and freedoms such as freedom of speech and expression and freedom of the press.

Chairperson, Commonwealth Human Rights Initiative (India)

Convener, Minority Rights Group (India)

President, United Lawyers' Association

Vice-President, Bar Association of India

Vice-President, Human Rights Committee of the International Bar Association

Vice-President, Commonwealth Lawyers' Association

Vice-President, India International Centre

Member, Advisory Council, International Centre for Legal Protection of Human Rights

Member, Advisory Commission, Commonwealth Human Rights Initiative

Founding Member of Indo-Pak Friendship Society

Leader of the Indian Delegation and Chairman of the United Nations Seminar on Promotion and Protection of Human Rights (Geneva, September 1978)

Secretary-General of the World Conference on Law and Medicine, New Delhi, February 1985

Visiting Professor, Queen's College, Belfast

Honorary Professor of Law, National Law School of India, Bangalore

Member, Executive Committee, Indian Law Institute

Delivered several lectures on different aspects of constitutional and administrative law and in particular on freedom of the press, independence of the judiciary and judicial activism

AWARD

Kinloch Forbes Gold Medal in Roman Law and Jurisprudence (1952)

PUBLICATIONS

The Law of Press Censorship in India (1976)

The Emergency, Censorship and the Press in India 1975-1977

Chapter on Fundamental Rights in Public Law of India (1979)

Chapter on The Constitution and the Governor in The Governor, Sage or Saboteur (1985)

Monograph on Protection of Human Rights in Emergencies (1988)

Monograph on Equality in the United States and India published in Constitutionalism and Rights, Ed. Louis Henkin & Albert Rosenthal, Columbia University Press (1990)

Obliging Government to Control Itself: Recent Developments in Indian Administrative Law published in Public Law (Spring 1994)

Freedom of Expression and Censorship: Some Aspects of the Indian Experience published in Northern Ireland Legal Quarterly (Winter 1994)

Freedom of Expression published in Commonwealth Law Journal Bulletin (1994)

Fortnightly column in a national daily (Times of India)

OTHER INTERESTS

Music, philosophy and literature, especially poetry

President, Capital Jazz

Mr. OSMAN EL-HAJJÉ (Expert)

(Nominated by the Government of Lebanon)

DATE ET LIEU DE NAISSANCE : Le 21 juillet 1944 à Tripoli (Liban)

NATIONALITÉ : Libanaise

#### FORMATION

- Etudes secondaires dans les lycées libanais.
- Etudes universitaires en France et en Suisse.
- Titulaire d'un doctorat d'Etat en droit international public de l'Université de Genève.
- Diplôme d'études supérieures en droit, Université de Genève.
- Diplôme d'études supérieures en sciences politiques (relations internationales) de l'Institut universitaire des hautes études internationales de l'Université de Genève.
- Licence ès lettres de l'Université Lyon III (France).

#### TRAVAUX SCIENTIFIQUES

des écrits sur :

- La nature du droit de vote dans la société anonyme, prérogative ou fonction ? 1976.
- Le mouvement wahabite dans la presqu'île arabique au XVIIIe siècle, 1978.
- Les Etats islamiques et les instruments internationaux des droits de l'homme, 1990.
- L'arbitrage entre l'Etat et les compagnies privées étrangères, 1987.
- Le statut juridique de l'Etat commerçant, 1984.
- La désagrégation de l'Empire ottoman, 1976.
- Le contrôle de l'application des conventions internationales des droits de l'homme, 1996.
- La Déclaration du Caire des pays islamiques et les droits intangibles, 1996.
- Droits de l'homme, démocratie et islam, 1997.
- Le droit à l'aide humanitaire, 1996.
- En quoi consiste l'enseignement des droits de l'homme, 1995.
- Pour une vision claire des principes des droits de l'homme dans la région du Moyen-Orient, 1991.
- Les droits de la femme dans la région arabe et les principes de l'islam, 1992.
- La solution des conflits de travail à la lumière de la loi libanaise du travail, 1992.
- Les prisonniers de guerre du conflit Iran-Iraq et Iraq-Koweït et le respect du droit international humanitaire, 1993.
- Les droits de l'enfant dans la région arabe à la lumière de la Convention relative aux droits de l'enfant, 1994.
- La démocratie comme instrument pour maintenir la paix sociale, 1993.
- Pour une solution pragmatique du conflit du Moyen-Orient, 1995.
- Laissez-nous rêver ou l'absurdité d'un conflit ! 1996.



- Le tribunal pénal international, une urgente nécessité ou la voie étroite ? 1995.
- Une société démocratique peut-elle se passer des valeurs, 1995.
- La communication interculturelle et les droits de l'homme, l'exemple d'un pays multiconfessionnel, 1996.
- La région arabe à la croisée des chemins, 1996.
- Comment sortir du conflit israélo-arabe ou la solution la moins compréhensible, 1996.
- Les droits de l'homme dans un monde en tourmente, 1997.

Ces études se trouvent au Centre pour les droits de l'homme de l'Université Jinane à Tripoli (Liban).

#### ACTIVITES

- Professeur de droit international public à l'Université Jinane à Tripoli (Liban) depuis 1989.
- Président du Centre pour les droits de l'homme à l'Université Jinane.
- Membre de l'Institut international de droit humanitaire, San Remo (Italie).
- Conseiller de la délégation libanaise à plusieurs sessions de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies.
- Membre de la délégation de la Ligue des Etats arabes à toutes les sessions du Conseil économique et social, de la Commission du droit international, de la Commission des droits de l'homme depuis 1982. De même, pour les conférences internationales du Bureau international du Travail et l'Organisation mondiale de la santé.
- Participant aux deux conférences internationales de la Croix-Rouge en 1986 et en 1995.
- Participant à la Conférence des Nations Unies sur la Palestine, 1993.
- Participant à la Conférence des Nations Unies sur la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, 1983.
- Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, depuis 1994.
- Arbitre auprès des chambres de commerce arabo-suisse et arabo-française.
- Président de plusieurs conférences régionales (7), dans le domaine des droits de l'homme et du droit international humanitaire.
- Ancien conseiller de la Confédération générale des travailleurs du Liban.
- Participant à plusieurs réunions et séminaires à l'Unesco à Paris.
- A donné plusieurs conférences sur "Démocratie et valeurs" à l'Institut de droit public et des relations internationales de l'Université de Tessalonique (Grèce).
- A préparé plusieurs documents de travail, à la demande de la Commission des droits de l'homme, concernant :
  - "Les effets positifs et négatifs de la science et de la technologie sur la jouissance des droits de l'homme et le respect de la personne humaine".
  - "La démocratie et la société démocratique".

Ms. EVELYN S. DUNUAN (Expert)

(Nominated by the Government of the Philippines)

ATTORNEY EVELYN S. DUNUAN  
Poblacion, Kiangan Municipality  
3604 Ifugao Province

Dunuan Law Office  
37 Rizal Avenue, Poblacion East, 3600 Lagawe Municipality, Ifugao

#### EDUCATION

St. Louis University 1965-1969  
Baguio City  
Bachelor of Arts, Major in philosophy; Minor in Political Science

Cum Laude

St. Louis University 1970  
Baguio City  
Bachelor of Literature in English

Cum Laude

University of the East 1977  
Manila  
Bachelor of Laws

Passed the Philippine Bar Examinations of November 1977; admitted to the Practice of Law in the Philippines on 20 April 1978

#### PROFESSIONAL EXPERIENCE

- Private Law Practice, since 1978 to the present
- Appointed by President Fidel V. Ramos as Indigenous Peoples Sectoral Representative to the 10th Congress, July to December 1995
- OIC Vice-Governor of Ifugao Province, 1986-1987

#### MEMBERSHIPS IN ORGANIZATIONS

##### 1. Professional

Integrated Bar of the Philippines, Ifugao Chapter President, 1995-1997;  
Chapter Secretary, 1997-1999

Ifugao Studies and Research Centre, Kiangan, Ifugao, Vice-President, Board of Directors, 1993 to date

2. Socio-civic

St. Joseph Mission Pastoral Council, Kiangan, Ifugao, Chairperson, 1994 to date

Philippine National Red-Cross, Ifugao Chapter, Board Secretary, 1978-1983; Board Member, 1983-1992; Board Treasurer, 1993 to date

Peoples Law Enforcement Board, Kiangan, Ifugao, Chairperson, 1990-1995

3. Indigenous people's concerns

Cordillera People's Forum, Cordillera Region, Member, Board of Directors, 1994 to date, Coordinator for Ifugao Province

Ifugao Provincial Congress on Ancestral Lands/Domains, Coordinator 26-28 May 1994

Provincial special task force on ancestral domains, Ifugao, NGO Representative, 1994 to date

Provincial Social Reform Agenda Council of Ifugao, Member, 1995

Kiangan Ancestral Domain Council, Secretary-General, 1996 to date

Koalisyon para sa Karapatan ng Katutubo at Lupaing Ninuno (Coalition for indigenous peoples rights and ancestral domains in the Philippines), C/O Panlipi -3F JGS Building, 30 Scout Tuazon, Quezon City, Philippines; Founding member and acting Chairperson, 1997

Member, Commission on Indigenous Peoples of the Northern Luzon Pastoral Forum of the Catholic Church, 1997

4. Peace-building/Affiliations

National Peace Conference, Member, Governing Board, 1995 to date (C/O Gaston Z. Ortigas Peace Institute, Ateneo de Manila University, Quezon City)

Coalition for peace, partner, 1993 to date

Gaston Z. Ortigas Peace Institute, Partner, 1992 to date

National Unification Commission, Provincial Chairperson/Convenor for Ifugao, 1992-1993

Office of the Presidential Adviser on the Peace Process, Partner in the Cordilleras, 1994 to date

RELEVANT SEMINARS/CONFERENCES ATTENDED

National Consultation Workshop on Indigenous Resource Management systems and efforts at Ancestral Domain Delineation, Sagada, Mt. Province, 26-30 June 1995 (Lecturer)

Lecture series on Ancestral Domains/Lands and Cordillera Autonomy, sponsored by the Philippine Rural Reconstruction Movement (PRRM), Ifugao, June to August 1995 (Lecturer)

Workshop on documentation of indigenous resources management systems in the Cordilleras, sponsored by the Cordillera Women's network for peace and development and the Igorota Foundations-Baguio City, held at Kiangan, Ifugao, 3-6 August 1995 (Lecturer)

Consultation for legislators and basic sectors on International Labour Organization (ILO) conventions/treaties on migrant workers, children and youth, women and indigenous persons, sponsored by DOLE, DFA and the ILO, Sulo Hotel, Quezon City, March 1996 (Participant)

The role of Women in United States Politics, sponsored by the United States International Visitors Programme, United States Information Agency, Washington D.C., 3-28 March 1997 (Participant)

NOTABLE INVOLVEMENT AT PRESENT

Coordination of Programmes (Ancestral Domains Resources Management and Development) for identified ancestral domains claims in Ifugao Province

As a result of the Regional and National Indigenous People Legislative Agenda consultations in 1995, drafted the Bill on Indigenous Peoples Rights Act with other members of the Convenor Group. Said draft eventually became the Senate Bill 1728 sponsored by Sen. Juan Flavio Velasco, et al., and also adopted in the House by the Committee on Cultural Communities. The Bill was approved by the Bicameral Committee and was signed into law by the President on 29 October 1997 (RA 8371).

Now actively engaged in advocacy for human rights, particularly for children welfare, women and indigenous peoples.

Ms. YASMIN BUSRAN-LAO (Alternate)

(Nominated by the Government of the Philippines)

YASMIN BUSRAN-LAO

314 Quezon Avenue Extension, Marinaut, Marawi City  
(063) 520-589 (H)

P.O. Box 5855, Iligan City

#### EDUCATION

Ateneo de Manila University  
Loyola Heights, Katipunan, Quezon City  
M.A. (Units) in Clinical Counselling Psychology

Far Eastern University  
Manila  
B.S. Psychology (Magna Cum Laude)

#### PROFESSIONAL EXPERIENCE

- Instructor, Department of Psychology, Mindanao State University, Marawi City (1988 to the present)
- Child Specialist, Creative Parenthood, Forbes Park, Makati (May 1985 - January 1986)
- Instructor, Department of Psychology, Far Eastern University, Manila (June 1986 - January 1986)

#### PRESENT POSITIONS

- Regional Social Development/Gender Equity Adviser, CIDA-LGP (Local Government Support Program), ARMM (Autonomous Region in Muslim Mindanao)
- Regional Basic Sector representative for Social Reform Agenda (SRA), ARMM
- President, Al-Mujadilah Development Foundation, Inc., Marawi City
- Chapterchair, Pilipina-Marawi, Marawi City

#### ORGANIZATIONAL MEMBERSHIP

Muslim-Christian Movement for Peace

Muslim-Christian Women's Dialogue

Ranao Council, Incorporated

Macadar Islamic Foundation

Pat Ka Apo Sa Macadar

National Movement for Free Elections, Ranao Chapter (Namfrel)

Pilipina, Ranao Chapter

Federation of Muslim Women's Organization

Ranao Council's Women Assembly

Mindanao Working Group on Reproductive Health, Gender and Sexuality

Philippine Health Social Science Association

Pambansang Samahan sa Sikolohiyang Pilipino

#### NOMINATION

Women Sectoral Representative to the Tenth Congress, 30 June 1995, National Peace Conference

#### RESEARCHES CONDUCTED ON WOMEN

"Gender Situational Analysis of Maguindanao, Maranaw and Tausog in selected communities of the ARMM", Socio-Economic Research Centre, Notre Dame University

"An Explanatory Study on the Beliefs, Attitudes and Practices of Maranaw Women regarding Menstruation which may predispose them to reproductive tract infections (Rtis), Pilipina-Marawi

#### RELEVANT SEMINARS/CONFERENCES ATTENDED

Consultative meeting on human rights in Muslim communities, held at the Samporna Hall, Marawi Resort Hotel, MSU, Marawi City, 22-23 March 1995 (Facilitator)

The Asia and Pacific Regional Network on gender, sexuality and reproductive health and fora on the teaching of health, social science conference programme, held at the Montebello Hotel, Cebu City, 8-13 January 1996 (Participant)

Seminar-workshop on gender violence and feminist counselling, held at the Zamboanga State College of Marine Sciences and Technology, Zamboanga City, 28-30 July 1995 (Participant)

Seminar-workshop on "Violence against Women, Concepts, Strategies and Action", held at the NFA Compound, Cagayan de Oro City, 6-8 November 1995 (Participant)

Mindanao regional consultative forum on the United Nations Fourth World Conference on Women, held at the Villa Victoria Beach Resort, Davao City, 9-10 June 1995 (Participant)

Seminar-Workshop on cultural awareness, held at the Academic complex, MSU, Marawi City, 28 January 1995 (Facilitator)

Centre for Asia-Pacific on Women in politics (CAPWIP) Workshop on women in Politics, held at the Huairo County, China, 3-6 September 1995 (Facilitator)

Mr. RAJENDRA KALIDAS WIMALA GOONESEKERE (Expert)

(Nominated by the Government of Sri Lanka)

NAME: Rajendra Kalidas Wimala Goonesekere  
DATE AND PLACE OF BIRTH: 8 May 1928, Ratnapura, Sri Lanka  
CIVIL STATUS: Married with four children  
ADDRESS: 304/5, Park Road, Colombo 5. Sri Lanka  
CITIZENSHIP: Sri Lankan

EDUCATION:

Primary - Ferguson High School, Ratnapura: 1932/38  
Secondary - Royal College, Colombo: 1939-46  
Post Secondary - University of Ceylon: 1947-50  
- Ceylon Law College: 1950-51  
- Queen's College, Oxford: 1954-56

QUALIFICATIONS:

Academic

1947 - First in Arts Exam, University of Ceylon  
1950 - Bachelor of Laws (Honours) University of Ceylon  
1956 - B.C.L. (Oxon)  
1965-1966 - Research Fellow, Institute of Advanced Legal  
Studies, University of London

Professional

1954 - Advocate, Supreme Court, Ceylon

EMPLOYMENT:

1951-1956 Lecturer, Faculty of Law, University of Ceylon,  
Peradeniya:  
Resigned as Senior Lecturer.  
1966-1974 Principal, Sri Lanka Law College and Registrar,  
Council of Legal Education.  
1976-1982 Senior Lecturer, Faculty of Law, Ahmadu Bello  
University, Zaria, Nigeria  
Resigned as Reader, Dept., of Private Law.

PROFESSIONAL PRACTICE:

- Senior Counsel appearing before the Supreme Court and Court of Appeal, from 1982 to date primarily dealing with fundamental rights questions and Constitutional Law cases.
- Arbitrator in commercial arbitrations.
- Appeared as Senior Counsel since 1982 in human rights and Constitutional Law cases before the Supreme Court. The candidate is now recognized as one of the leading lawyers in the field who has argued a large number of cases interpreting and enforcing the Fundamental Rights provisions of the Constitution. These cases have led to important judgements of the Supreme Court, often against the State, on the scope of:
  - State action
  - freedom of thought and conscience
  - freedom from arbitrary arrest and detention
  - preventive detention
  - freedom of speech, association and assembly
  - equality under the law
  - permissible restrictions by Emergency Regulations

The candidate's clientele covers all communities, Sinhala, Tamil, Muslim and other. Most cases challenged orders made by high officials and Ministers, and some challenged even orders of the President.

As a Constitutional Law lawyer and Human Rights activist, the candidate is regularly invited to address human rights organizations, professional bodies and press associations on human rights topics.

POSITIONS HELD (CURRENT):

1971 - present      Founder member, former Chairman and current Working Committee Member of the Civil Rights Movement (CRM) of Sri Lanka which is the oldest NGO for protection and enforcement of Human Rights.

Chairman, Nadesan Centre for Human Rights through Law.

Chairman, Human Rights Advisory Committee of the Ministry of Foreign Affairs.

Member of Board of Management of the Centre for the Study of Human Rights, University of Colombo.

Member, Lawasia Constitutional Law Standing Committee.

POSITIONS HELD (FORMER):

Chairman, Human Rights Committee of Bar Council.

Deputy President, Bar Association of Sri Lanka.



Member of the Legal Aid Commission.

Member of the Law Commission.

Member, Council of Legal Education.

Member, Board of Review, Inland Revenue Department.

Member of the National Committees on Land Reform, Mental Health, Personal Laws and Legal Education, etc.

Chairman of Committee on the Reform of Laws affecting Media Freedom and Freedom of Expression. Report submitted in May 1996 proposed ground breaking recommendations to facilitate fundamental rights in this field.

RESEARCH AND PUBLICATIONS:

- Articles and Notes on Private Law in the University of Ceylon Review, Journal of Historical and Social Studies, South African Law Journal of Ceylon Law, New Nigerian.
- Chapter of Criminal Law in H.W. Tambiah's Principles of Ceylon Law (1972).
- Legal Background to the 1979 Nigerian Elections in Return to Civilian Rule (Ed. Abubakar Yaya Aliyu. 1982).
- Fundamental Rights and Judicial Approaches, Law & Society Trust Fortnightly Review, Vol. III, No. 49 (1992).
- Affirmative Action in Education, Health, Welfare and Employment (Paper presented at the Conference on Affirmative Action in a New South Africa, Port Elizabeth. October 1991).
- Sri Lankan Courts and the Search for Precedents (Paper presented at the Lawasia Constitutional Law Standing Committee's Conference on Constitutions in an Interdependent World, Macau, November 1996).
- Monograph on Bribery (1974).
- Monograph on Sri Lanka Family Law in Lawasia's Family Law Series, Vol. I (1979).
- Parliamentary Privilege and Other Essays (1982).
- Fundamental Rights and the Constitution (Case Study) (1998).

Ms. DEEPIKA UDAGAMA (Alternate)

(Nominated by the Government of Sri Lanka)

NAME : Deepika Udagama  
ADDRESS : 49/1, Gothami Road  
Colombo 8  
Sri Lanka  
PHONE AND FAX : 94-1-695571/500879, 94-1-696618  
E-MAIL : nelum@cshr.cmb.ac.lk  
DATE OF BIRTH : 20 November 1959  
CIVIL STATUS : Single

EDUCATIONAL QUALIFICATIONS:

University of California, Berkeley, United States of America

Doctor of Juridical Science

1989 Subject: International Human Rights Law  
Research Topic: Incorporation of International Human Rights Norms  
into Domestic Law: A Study of the British Commonwealth

Master of Laws

1986 Subject: International Human Rights Law  
Research Topic: Freedom of the Press in Sri Lanka

University of Colombo, Sri Lanka

Master of Laws

1984 Subject: Public International Law  
Research Topic: Apartheid in South Africa: A Critical Appraisal  
of UN Action for its Elimination

Bachelor of Laws (Honours)

1981 General Law

PROFESSIONAL EXPERIENCE:

Senior Lecturer and Examiner in Law

Faculty of Law, University of Colombo, Sri Lanka

1982-1997 Conducting of undergraduate and graduate courses on Human Rights  
Law and Public International Law; Examiner, Final Examination in  
Laws, Master of Laws, Master/Doctor of Philosophy examinations

Director (Founding)

Centre for the Study of Human Rights, University of Colombo, Sri Lanka

1991-1997    Founded above Centre which currently conducts human rights educational programmes for universities, schools, community organizations, police/armed forces and professional groups such as lawyers and journalists. The Centre is the first of its kind within the formal education system in the country.

Academic Coordinator, Diploma in Human Rights Programme

Faculty of Law, University of Colombo

1996-1997    Conceptualized and designed an interdisciplinary diploma programme in human rights for activists. Currently supervising its implementation.

Visiting Professor

Canadian Human Rights Foundation, Annual Study Session

1993 and     Taught courses on "Human Rights and the Third World", "Overseas  
1994         Development Assistance and Human Rights" and "Human Rights in a  
              Cross Cultural Context" to groups of human rights activists from  
              over 40 countries

William Mitchell College of Law, St. Paul, MN, United States of America

Fall 1990    Designed and taught course on International Human Rights Law to  
              J.D. students

Director

Minnesota Lawyers' International Human Rights Committee, United States  
of America,  
Legal Aid Programme for Asylum Seekers (August 1989-December 1990)

              Directed legal aid programme for refugees with approximately  
              80 volunteer attorneys; provided legal advice on international human  
              rights issues

Human Rights Consultant

Law & Society Trust, Colombo, Sri Lanka

1991    Provides expert advice on human rights issues, formulates policy  
          interventions and research support on the subject

Sometime Visiting Lecturer

- Diploma in International Relations, Bandaranaike Centre for  
      International Studies, Sri Lanka
- Diplomacy Training Programme, Bandaranaike Centre for Diplomacy  
      Training, Sri Lanka
- Master's Degree in International Relations, University of Colombo
- Master's Degree in Women's Studies, University of Colombo

- Diploma in Journalism, University of Colombo
- Diploma in Forensic Medicine (for lawyers), University of Colombo
- Diploma in Human Rights, University of Colombo

HONOURS/AWARDS:

- Fulbright Senior Research Scholarship, 1997-98
- Commonwealth Fellowship, 1997-98 (declined as it coincides with the Fulbright Scholarship)
- Asia Foundation Scholarship, 1984-85
- American Association of University Women - International Fellowship, 1986-87
- Soroptimists' International Fellowship, 1986-87

PUBLICATIONS:

- Freedom of Expression and Media Freedom in Sri Lanka, Sri Lanka: State of Human Rights 1995 (Law & Society Trust, Sri Lanka: 1996)
- Women Victimized by War: A Call for Stronger Protection, Shelter from the Storm: Developments in International Humanitarian Law (Australian Defense Studies Centre: 1995)
- Respect for Political Rights in Sri Lanka, Sri Lanka: State of Human Rights 1994 (Law & Society Trust, Sri Lanka: 1995)
- Human Rights Commission Bill [of Sri Lanka], Law & Society Trust Fortnightly Review Volume VI, issue No. 96, October 1995
- Enriching Domestic Human Rights Jurisprudence: The Role of International Human Rights Standards, Asia on the Leap: The Role of Law (Lawasia Proceedings: 1993)
- Human Rights and the Third World, ASPBAE Courier No. 57, December 1993
- Sexual Harassment: Women's Paranoia or Reality?, Law & Society Trust Fortnightly Review Volume I 1, issue No. 29, December 1991
- The State of Human Rights in Sri Lanka, Law & Society Trust Fortnightly Review, issue No. 18, June 1991

PENDING PUBLICATIONS:

- The Role of the Ombudsman [in Sri Lanka], Sri Lanka: State of Human Rights 1926 (Law & Society Trust)
- Taming of the Beast: Judicial Responses to State Violence in Sri Lanka (to be published by the Faculty of Social Studies, Vrije University, Amsterdam, The Netherlands - contact person: Professor Peter Kloos)

- Freedom of the Press in Sri Lanka: Some Legal Aspects (to be published by the Colombo Law Review, Faculty of Law, University of Colombo - contact person: Professor Sharya de Soysa)
- Media Policies, Rules, Laws and Regulations on Ethnic Reporting in Sri Lanka (to be published by AMIC, Singapore - contact person: Professor J.B. Dissanayake, Journalism Unit, University of Colombo)
- The United Nations and Protection of Minorities: A Commentary on the United Nations Declaration on Minorities (being edited for publication)

MEMORIAL LECTURES:

Dr. Colvin R. De Silva Memorial Lecture - 1995  
"Some Thoughts on Human Rights and Proposed Constitutional Reforms"  
[in Sri Lanka]

Third Kanchana Abayapala Memorial Lecture - 1992  
"Human Rights and Overcoming Fear in a 'Democracy'"

WORKSHOPS/SEMINARS/CONFERENCES:

Conducted

Workshop on the International Covenant on Civil and Political Rights Optional Protocol Procedure, 1997, Centre for the Study of Human Rights, University of Colombo, Sri Lanka

Annual Teacher Training Workshop on Human Rights Education, 1994, 1995, 1996, Centre for the Study of Human Rights, University of Colombo, Sri Lanka

Annual Human Rights Education Training Workshop for Community Leaders, 1994, 1995, 1996, Centre for the Study of Human Rights, University of Colombo, Sri Lanka

Human Rights Education Workshop for Academics, April 1996, Centre for the Study of Human Rights, University of Colombo, Sri Lanka

Workshop for the Identification of Human Remains in Mass Graves, May 1996, Centre for the Study of Human Rights in collaboration with the Department of Forensic Medicine, University of Colombo, Sri Lanka

Workshop for Lawyers and NGOs Assisting Families of the Disappeared, February 1995, Centre for the Study of Human Rights, University of Colombo, Sri Lanka

Human Rights workshops for journalists, 6 and 24 February 1995, Centre for the Study of Human Rights, University of Colombo, Sri Lanka

Numerous training programmes on human rights conducted for the police/armed forces personnel of Sri Lanka through the Centre for the Study of Human Rights, University of Colombo, Sri Lanka

Consultations on Proposed Constitutional Reforms on Fundamental Rights, throughout 1996, Law & Society Trust, Sri Lanka

Consultation on the Proposed Human Rights Commission Bill of Sri Lanka, December 1994, Law & Society Trust, Sri Lanka

Attended (\* = presented paper)

Towards the Realisation of Human Rights under just Rule of Law, International Bar Association and Bar Association of Sri Lanka, December 1996 (Colombo, Sri Lanka)\*

Consultations on Refugee and Migratory Movements in South Asia, UNHCR, November 1996 (New Delhi, India) and November 1995 (Colombo, Sri Lanka)\*

Tasks for the UN Decade for Human Rights Education in the Asia-Pacific Region, University of New South Wales, August 1996 (Sydney, Australia)\*

North-South, East-West: A Colloquium for Human Rights Educators, Netherlands Helsinki Committee, October 1995 (Soesterberg, The Netherlands)

Aspects of Violence in Sri Lanka, Centre for Asia Studies, Vrije University, June 1995 (Amsterdam, The Netherlands)\*

Indo-Sri Lanka Dialogue, Rajiv Gandhi Foundation, April 1995 (New Delhi, India)

Asia-Pacific Regional Conference on International Humanitarian Law, Australian Red Cross, December 1994 (Canberra, Australia)\*

Asia on the Leap: The Role of Law, Lawasia, September 1993 (Colombo, Sri Lanka)\*

Bangkok Regional Conference on Human Rights (leading up to the World Conference on Human Rights, Vienna, Austria), United Nations, May 1993 (Bangkok, Thailand)\*

Annual SAARCLAW Conference, SAARCLAW (South Asian Association of Lawyers), February 1993 (Karachi, Pakistan)

Annual sessions of the Commission on Human Rights, United Nations, February-March 1992 (Geneva, Switzerland)

Consultation on Democratization in Asia, USAID, January 1992 (Kathmandu, Nepal)

Consultation on Human Rights Protection in the Asian Region, International Commission of Jurists, December 1991 (Manila, Philippines)

STUDY SESSIONS:

Annual Study Session 1994, International Law Commission, United Nations, May-June 1994

Mr. HIDAJAT CHUDUSH OGLU ORUDJEV (Expert)

(Nominated by the Government of Azerbaijan)

PERSONAL: Hidajat Chudush oglu Orudjev,  
born 5 September 1944,  
Maralzami village, Megri region, Armenia

EDUCATION: 1963-1968  
Baku State University, Faculty of Philology

PROFESSIONAL RECORD: 1993 up to date  
State Counsellor of the Republic of Azerbaijan on  
national policy

1992-1993  
Counsellor of the President of the Republic of  
Azerbaijan on inter-ethnic problems

1984-1992  
Chief Editor of the Publishing House "Gandjlic"

1968-1984  
Director of the Azerbaijani Drama Theatre in Erevan,  
Armenia

1966-1968  
Correspondent of the newspaper "Soviet Armenia"

Mr. TEIMURAZ RAMISHVILI (Expert)

(Nominated by the Government of the Russian Federation)

DATE AND PLACE

OF BIRTH: 4 May 1955, Tbilisi (USSR)

EDUCATION:

Graduated from the International Law Department of the Moscow State Institute of International Relations in 1979. Has a command of English.

PREVIOUS POSITIONS

In 1979 worked in the Copyright Agency where took part in the working out of the national copyright legislation

1979-1981 Legal adviser, Ministry for Foreign Trade, export-import companies

1981-1983 Worked for the Treaty and Law Department of the USSR Ministry for Foreign Affairs: treaty law, legal aspects of disarmament, human rights and international humanitarian law

1983-1987 Human rights officer, Permanent Mission of the USSR to the United Nations Office and other international organizations in Geneva; responsible also for the questions of international law, international humanitarian law as well as for contacts with non-governmental human rights organizations

1987-1991 Third, second, first secretary, Head of division, Deputy Head of the Human Rights Department, Ministry for Foreign Affairs of the USSR

PRESENT POSITION

- Head, Department of international humanitarian cooperation and human rights, Ministry for Foreign Affairs of the Russian Federation
- Deputy Head, Delegation of the Russian Federation for the Commission on Human Rights
- Alternate expert, United Nations Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities (since 1988), member of the Working Group on Communications (1989-1996); Chairman of the Working Group on Communications of the Sub-Commission (1991, 1992)

NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS - ACTIVITIES

- Member of Board, American Project Group (Independent Human Rights Non-Profit Research Group)
- Chairman, Scientific Board, non-governmental School of Political Sciences (similar to administration training schools in other countries)



PARTICIPATION IN THE INTERNATIONAL CONFERENCES AND FORUMS

1983-1997

- Forty-seventh, forty-eighth, forty-ninth and fifty-second sessions of the General Assembly of the United Nations (representative of the Russian Federation to the Third Committee (social and humanitarian and cultural questions)
- Fortieth to fifty-third sessions of the Commission on Human Rights (member and Deputy Head of the delegation)
- Thirty-sixth to forty-eighth sessions of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities
- Sessions of the Working Group on the Right to Development, of the Working Group on the Rights of the Child of the Commission on Human Rights

1983-1986

- Attended United Nations international human rights seminars on:  

the freedom of religion and belief, child labour, apartheid,  
exchange of national experiences in protecting human rights, etc.

1983-1984

- World Conference on Palestine and World Conference to Combat Racism and Discrimination

1986

- Twenty-fifth International Conference of the Red Cross

1991

- Geneva Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE) Conference on Minorities (Deputy Head of the delegation)
- Moscow Meeting of the Conference on Human Dimension of the CSCE (member of the delegation)
- Numerous NGO conferences on minority, indigenous rights, state of emergency, pluralist democracy
- Meetings of Commonwealth of Independent States (CIS)

1995, 1997

- Warsaw and Vienna CSCE Human Dimension Review meetings (Head of the Russian delegation)

PARTICIPATION IN THE ELABORATION OF INTERNATIONAL HUMAN RIGHTS INSTRUMENTS

1983-1989: Convention on the Rights of the Child

1988-1992: United Nations Draft Declaration on disappeared persons  
United Nations Draft Declaration on minorities

1986-1990: United Nations Principles for the Protection of Persons with Mental Illness and for the Improvement of Mental Health Care

1991: Chapter on Rule of Law of the Report of the Moscow Meeting of the Conference on Human Dimension of the CSCE

1995: Draft conventions on Human Rights and Minority Rights under the auspices of the Commonwealth of Independent States (CIS)

PUBLICATIONS

Author of more than 40 publications on human rights and international law issues, including 3 monographs (Human Rights Vocabulary, Human Rights Manual)

Participated in the elaboration of draft laws on emigration, freedom of information and press, refugees and migrants, state of emergency, ombudsman, etc.

LECTURING

- Permanent Special Courses on Human Rights (Diplomatic Academy, Moscow University of International Studies, Moscow)
- American School for International Training - guest lecturer

Late 1980s and beginning of 1990s

- Tufts University - guest lecturer

Mr. VLADIMIR KARTASHKIN (Alternate)

(Nominated by the Government of the Russian Federation)

Born on 4 March 1934 in Moscow (USSR)

Graduated from the Moscow State University, Law School, in 1957. Has a command of English and French.

#### EDUCATION

- 1985 People's Friendship University, Moscow  
Professor of International Law
- 1976 Institute of State and Law of the Russian Academy of Sciences,  
Moscow  
Doctor of Juridical Sciences
- 1967 Strasbourg University, Strasbourg, France  
Diploma in Comparative Law
- 1964 Institute of State and Law of the Russian Academy of Sciences,  
Moscow  
PhD in International Law

#### PROFESSIONAL EXPERIENCE

- Since 1996 Chairman of the Presidential Commission on Human Rights
- Since 1985 Institute of State and Law of the Russian Academy of Sciences,  
Moscow  
Principal Research Officer
- People's Friendship University, Moscow  
Professor of Law
- Spring 1992 Santa Clara University, School of Law, Santa Clara, CA  
Visiting Professor of Law
- Spring 1991 Cornell Law School, Ithaca, NY  
Visiting Professor of Law
- 1979-1985 United Nations Secretariat, Legal Department, New York, NY  
Special Assistant to the United Nations Legal Counsel
- 1973-1979 Institute of State and Law, Moscow  
Senior Research Officer
- 1963-1973 United Nations Secretariat, Human Rights Division, New York, NY  
Human Rights Officer
- 1961-1969 Institute of State and Law of Russian Academy of Sciences, Moscow  
Research Officer

ACTIVITIES

- Since 1997 Russian Interministerial Commission of the Council of Europe, Moscow, member
- Scientific Council of the Russian Security Council, Moscow, member
- Russian Federation for Peace and Conciliation, Moscow, Executive Board Member
- 1993 Russian Parliament, Moscow, Expert
- Constitutional Assembly of the Russian Federation, Moscow, Expert
- Since 1986 Russian Yearbook of International Law, Moscow, Deputy Chief Editor
- Russian Association of International Law, Moscow, Executive Board Member

PUBLICATIONS

- 1995 Human Rights in International and National Law (in Russian), Moscow
- 1990 Europe: Towards Common Legal Principles (in Russian), Moscow
- 1989 Human Rights: What we argue about, Moscow
- 1988 International Security and Human Rights (in Russian), Moscow
- 1976 International Protection of Human Rights (in Russian), Moscow
- 1965 Territorial Problems of Developing Countries (in Russian), Moscow
- 1970 Aggression as an International Crime (in Russian), Moscow
- Contributing author
- 1995 Beyond Confrontation. International Law for the Post-Cold War Era, Boulder, San Francisco, Oxford
- 1993 Human Rights for the 21st Century, New York
- 1991 Law and Force in the New International Order, Washington
- 1983 Essays in the Legal Philosophy and Theory, The Hague, Netherlands
- 1982 International Dimension of Human Rights, UNESCO, Paris, France

Author of over 150 articles published in France, Israel, Austria, Russia and the United States

Ms. MÓNICA PINTO (Expert)\*  
(Nominated by the Government of Argentina)

Argentina (1952), casada, dos hijas.

#### Títulos universitarios

Doctora en Derecho y Ciencias Sociales (1983), Abogada y Procuradora (1976), Facultad de Derecho y Ciencias Sociales, Universidad de Buenos Aires.

#### Docencia regular

Secretaria Académica, Facultad de Derecho y Ciencias Sociales, Universidad de Buenos Aires.

Profesora Regular Titular de Derechos Humanos y Garantías y Profesora Regular Adjunta de Derecho Internacional Público, Facultad de Derecho y Ciencias Sociales, Universidad de Buenos Aires.

Université de Paris II Panthéon-Assas, París. Enseignant invité (enero-febrero 1997).

University of Michigan Law School, Ann Arbor/Michigan/Estados Unidos. Visiting Professor, Seminar on Advanced Issues in International Law (marzo 1988).

#### Investigación

Miembro de la Carrera del Investigador Científico del Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas (1984/1988), Becaria de Perfeccionamiento (1981-1983) y de Iniciación (1979-1981).

#### Organizaciones Internacionales

Miembro del Consejo Directivo del Instituto Interamericano de Derechos Humanos, San José de Costa Rica (1997/...).

Experta independiente para estudiar la situación de los derechos humanos en Guatemala, designada por el Secretario General de las Naciones Unidas (1993/1997).

Encargada del Programa de Derechos Humanos y Secretaria del Comité de Derechos Humanos de los Parlamentarios. Union Interparlementaire/Inter-Parliamentary Union, Ginebra (1991-1992).

---

\* The text of curriculum vitae is also available in English and French in the files of the Secretariat.

Consultora contratada por la Comisión Interamericana de Derechos Humanos de la Organización de los Estados Americanos (1990-1992).

#### Administración pública

Directora de Derechos Humanos, Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto de la República Argentina (1994/...).

Profesor de "Actuación del Estado ante los Organismos Internacionales", Escuela de Abogados del Estado (1996/...).

Subdirectora General de Derecho Público, Jefe del Departamento de Derechos Humanos y Cooperación Jurídica, Asesora en la Dirección General de Asuntos Jurídicos y Relaciones Institucionales, Ministerio de Justicia (1988/1990, 1992/1993).

#### Otras actividades profesionales

Miembro del Consejo Consultivo (1996-1999), International Service for Human Rights/Service international pour les droits de l'homme, organización no gubernamental con estatuto consultivo en el Consejo Económico y Social de las Naciones Unidas.

#### Libros colectivos

Responsabilidad internacional por la violación de los derechos humanos y los entes no estatales, HÉCTOR GROS ESPIELL AMICORUM LIBER, Bruselles, Bruylant, 1997, v.2, 1155-1173.

Tlatelolco en la Década de los Noventa, POLÍTICA Y SEGURIDAD EN AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE EN LOS NOVENTA, Lima, 1992, 281-322.

Sistema interamericano de derechos humanos: Respuesta normativa a la urgencia, COMPILACIÓN DE TRABAJOS ACADÉMICOS DEL CURSO INTERDISCIPLINARIO EN DERECHOS HUMANOS (1983-1987), San José, Instituto Interamericano de Derechos Humanos (IIDH), 1989, 119-156.

Malvinas/Falkland, Georgias y Sandwich del Sur: Recursos Naturales, Informe sobre los hidrocarburos, MALVINAS, GEORGIAS Y SANDWICH DEL SUR, PERSPECTIVA HISTÓRICO-JURÍDICA, Buenos Aires, 1986, 187-245.

Les résolutions des organisations internationales à propos des rapports entre le droit interne et le droit international, INTERNATIONAL LAW AND MUNICIPAL LAW GERMAN-ARGENTINIAN CONSTITUTIONAL LAW COLLOQUIUM (M. Bothe, ed.), Berlín, 1982, 173-178.

#### Coloquio, Seminarios

*Mecanismos de protección internacional de los derechos humanos*, JORNADAS SOBRE SISTEMA PENITENCIARIO Y DERECHOS HUMANOS, Buenos Aires, Editores del Puerto, 1997, 69-86.

*El Sistema Interamericano de Promoción y Protección de los derechos humanos*, SEMINARIO SOBRE LA APLICACIÓN DE LOS INSTRUMENTOS INTERNACIONALES DE DERECHOS HUMANOS Y LA ADMINISTRACIÓN DE JUSTICIA, Asunción, 1991, 29-56.

*Islas Malvinas/Falkland, Georgias y Sandwich del Sur: Algunas consideraciones relativas a los hidrocarburos*, MALVINAS HOY, HERENCIA DE UN CONFLICTO, Bs.As., 1989, 125-151.

*Encuadramiento jurídico internacional de la desaparición forzada de persona*, LA DESAPARICIÓN: CRIMEN CONTRA LA HUMANIDAD, Buenos Aires, APDH, 1987, 195-204.

*Transnational protection of human rights*, REPÚBLICA ARGENTINA: NATIONAL REPORTS TO INTERNATIONAL CONGRESS OF COMPARATIVE LAW, Buenos Aires, 1986, 191-244.

#### Revistas jurídicas

*La réparation dans le système interaméricain. A propos de l'arrêt de la Cour Interaméricaine des droits de l'homme dans l'affaire Alceboetoe*, ANNUAIRE FRANÇAIS DE DROIT INTERNATIONAL (to be published in October 1997).

*Comentario sobre la Evaluación del Sistema Interamericano de Derechos Humanos*, THE JOURNAL OF LATIN AMERICAN AFFAIRS, Vol. 4, N° 2, Fall/Winter, 1996, Washington, D.C., 56-58.

*Y Cayara pasó a la historia*, NO HAY DERECHO, N° 10, 1994, 23-25.

*Un tribunal internacional para las violaciones de los derechos humanos*. LA LEY, 1993.

*No intervención y derechos humanos*, REVISTA JURÍDICA DE BUENOS AIRES, 1989/II-III, 101-124.

*Aperçu sur les systèmes juridiques de l'Amérique du sud*, con Rubén Segal y Carlos E. Colautti, REVUE DE DROIT INTERNATIONAL ET DE DROIT COMPARÉ, Bruxelles, 1988/1-2, 105-133.

*Derecho internacional del desarrollo. Una aproximación doctrinaria*, REVISTA JURÍDICA DE BUENOS AIRES, 1986/II-III, 153-176.

*Tlatelolco: aspectos neurálgicos y posibilidades de acción nacional*, REVISTA ARGENTINA DE ESTUDIOS ESTRATÉGICOS, Buenos Aires, 1985, 15-23.

*Inviabilidad del cobro compulsivo de deudas de Estado a Estado y la moral económica internacional*, con Rubén Segal, LA LEY, Buenos Aires, 1984-C, 1227-1231.

*El Tratado de Tlatelolco y la Argentina*, LA LEY, Buenos Aires, 1984-A, 895-905.

*Las organizaciones internacionales, LECCIONES Y ENSAYOS*, Buenos Aires, 1983, 57-67.

*Argentina's Rights to the Falkland/Malvinas Islands, TEXAS INTERNATIONAL LAW JOURNAL*, Austin, 1983, 1-10.

*La ley argentina de nacionalidad, ANUARIO DE DERECHO INTERNACIONAL PÚBLICO*, Buenos Aires, 1981, 75-84.

*Les ressources minérales de l'Argentine: les compétences des provinces et de l'état fédéral, REVUE DE DROIT INTERNATIONAL ET DE DROIT COMPARÉ*, Bruxelles, 1981, 125-137.

*Declaración sobre los principios de amistad y de cooperación entre los Estados. Resolución 2625 (XXV) de la Asamblea General de las Naciones Unidas, BOLETÍN DEL MUSEO SOCIAL ARGENTINO*, Buenos Aires, N° 379, 1980, 115-138.

#### Informes

REPORT BY THE INDEPENDENT EXPERT, MRS. MÓNICA PINTO, ON THE SITUATION OF HUMAN RIGHTS IN GUATEMALA, SUBMITTED IN ACCORDANCE WITH COMMISSION RESOLUTION 1996/59 (E/CN.4/1997/90, 2 January 1997).

REPORT BY THE INDEPENDENT EXPERT, MRS. MÓNICA PINTO, ON THE SITUATION OF HUMAN RIGHTS IN GUATEMALA, SUBMITTED IN ACCORDANCE WITH COMMISSION RESOLUTION 1995/51 (E/CN.4/1996/15, 5 December 1995).

REPORT BY THE INDEPENDENT EXPERT, MRS. MÓNICA PINTO, ON THE SITUATION OF HUMAN RIGHTS IN GUATEMALA, SUBMITTED IN ACCORDANCE WITH COMMISSION RESOLUTION 1994/58 (E/CN.4/1995/15, 20 December 1994).

REPORT BY THE INDEPENDENT EXPERT, MRS. MÓNICA PINTO, ON THE SITUATION OF HUMAN RIGHTS IN GUATEMALA, SUBMITTED IN ACCORDANCE WITH COMMISSION RESOLUTION 1993/88 (E/CN.4/1994/10, 20 January 1994).

COOPERACIÓN NUCLEAR CIVIL, 1945-1973, Buenos Aires, 1989.

#### Información general

*La generación de energía es sólo un aspecto de la cuestión, TIEMPO ARGENTINO*, Buenos Aires, 3 de agosto de 1986, suplemento, p. 3.

*En lo nuclear, actuemos como pensamos, CLARÍN*, Buenos Aires, 25 de julio de 1984, p. 15.



Mr. PAULO SÉRGIO PINHEIRO (Expert)

(Nominated by the Government of Brazil)

Professor in the Department of Political Science at the Universidade de São Paulo, (USP) (1985-present) and Director of the Center for the Study of Violence, USP (1987-present).

Following his graduation from the Law School, Pontifícia Universidade Católica do Rio de Janeiro, Brasil (1966), he received a scholarship from the French Foreign Affairs Ministry to Paris, where he graduated in Sociology at the University of Paris (Vincennes) (1969-1970) and received his doctorat ès études politiques at the Fondation Nationale des Sciences Politiques (1971). In 1971 he became Assistant Professor of Political Science at the Universidade Estadual de Campinas (UNICAMP), at Campinas, São Paulo, where he also chaired the Social Sciences Department (1975-1977) and founded the "Edgard Leuenroth" Social History Archives (1976), the largest collection of Brazilian labour press and documentation.

He went to the Political Science Department of the Universidade de São Paulo in 1985, where he founded the Center for the Study of Violence, being at present its director.

Mr. Pinheiro is Watson Institute Visiting Professor of International Relations, Spring Term 1997. He was Directeur d'Études Associé, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris (January-March 1996); Visiting Faculty Fellow, Kellogg Institute, University of Notre Dame, USA, (Spring Term, 1996); Directeur d'Études at the École des Hautes Études en Sciences Sociales and at the Maison des Sciences de l'Homme, Paris (January 1993; February 1994). Mr. Pinheiro was Teaching Visiting Scholar Spring Term 1992; Adjunct Professor (Spring Term 1990); E.L. Tinker Visiting Professor, (Spring Term 1985) at the Department of Political Science, School of International and Public Affairs, SIPA, Institute of Latin American and Iberian Studies, (ILAIS), Columbia University. He was a Visiting Scholar at the ILAIS, (Spring Term 1987) and at the Center for the Study of Human Rights, (Spring Term 1992), Professor of International Relations, Columbia University. He was a Guest Scholar at the Wilson Center, Washington (1978), and Visiting Fellow at the Department of History, Yale University, (Spring Term 1974, 1975).

He was Special Counsel to the Governor of the State of São Paulo (1983-1987).

Mr. Pinheiro has been named Guggenheim Fellow (August 1993-July 1994). His scholarly projects have been supported by Brazilian research agencies and by the John Merck Fund (1991), Interamerican Foundation (1992), the Ford Foundation (1987, 1989, 1991), the Aspen Institute (1988), the Fullbright Commission (1985), Thater Foundation (1985) and the Social Science Research Council (1975).

Mr. Pinheiro is a member of the São Paulo Justice and Peace Commission (1984-present) and chairs the Teotonio Vilela Commission on Human Rights. He was a member of the Federal Human Rights Commission - Brazilian Bar

Association (OAB) (1996) and Coordinator of the Human Rights Commission - Brazilian Bar Association, São Paulo (1985-1989). He is on the board of directors of the Center for Justice and International Law, (CEJIL) Washington, D.C. (1990 to present). He made several human rights fact-finding visits to Paraguay, Argentina, Chile, Peru and Haiti.

Mr. Pinheiro is Vice-President of the International Humanitarian Fact-Finding Commission, at Bern (1995 to present). He is the Special Rapporteur for the Situation of Human Rights in Burundi, United Nations, (1995 to present). Mr. Pinheiro has prepared the study on "The Effects of Poverty, Marginalization and Violence on the Realization of Human Rights", commissioned by the United Nations Secretary-General for the World Conference on Human Rights, Vienna, June 1993.

Mr. Pinheiro was the Rapporteur of the National Plan for Human Rights, with the Center for the Study of Violence, for the Ministry of Justice, Brazilian Government, 1995-1996. He is a member of the Núcleo de Acompanhamento e Fiscalização da Execução do Programa Nacional de Direitos Humanos, a group of experts responsible for monitoring the implementation of the Brazilian Action Plan for Human Rights, launched by the President of Brazil, Fernando Henrique Cardoso, 13 May, 1996. He is member of the Committee for the National Prize for Human Rights, Brazilian Government, (1995 to present). He is the Coordinator of the preparation of the São Paulo State Government Action Plan on Human Rights (1997 to present).

He is the author of several books and essays on social history, human rights and violence, including "Popular responses to State-sponsored violence in Brazil", in Chalmera, Douglas. "The New Politics of Inequality in Latin America et al." (1997) and "Violence et consolidation démocratique au Brésil", Lignes, no. 25, mai 1995. He contributes regularly to the national daily "Folha de S. Paulo", where he has published more than 700 articles and essays, (1979 to the present).

Mr. Pinheiro received the following awards: American Sociological Association ("Distinguished Latin American Criminologist", 1979), Brazilian Bar Association ("Franz de Castro Human Rights Award", 1986), Brazilian Society for the Advance of Science ("Special Award" for his work on human rights, 1988), Brazilian Government (Ordem Nacional do Mérito Científico, 1996), Brazilian Government (Ordem do Rio Branco, 1996).

Paulo Sérgio Pinheiro is currently United Nations Special Rapporteur on the situation of human rights in Burundi.

Ms. MARÍLIA SARDENBERG ZELNER GONÇALVES (Alternate)

(Nominated by the Government of Brazil)

Born in Curitiba, State of Paraná, Brazil.

Bachelor of Arts, Pontifical Catholic University, Rio de Janeiro, Brazil.

Diplomat, Diplomatic Academy of the Brazilian Ministry of External Relations (Instituto Rio Branco), 1972, Brasília, DF, Brazil. Present rank: Minister, since June 1997.

Special Training Course for Brazilian Diplomats, Diplomatic Academy of the Brazilian Ministry of External Relations, 1989, Brasília, DF, Brazil.

Masters Degree in High Studies, Diplomatic Academy of the Brazilian Ministry of External Relations (Instituto Rio Branco), 1995, Brasília, DF, Brazil.

Married, one daughter and one son.

#### PRESENT ASSIGNMENT

Consul-General of Brazil in Rotterdam, The Netherlands.

#### RECENT ASSIGNMENTS

- Re-elected Member to the United Nations Committee on the Rights of the Child, 1997-2001, 1993-1997;
- Alternate Member to the United Nations Sub-Commission on the Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, 1990-1994, 1994-1998;
- Alternate to the Brazilian Delegate to the Inter-American Commission of Women (CIM) of the Organization of the American States (OAS), Washington, D.C., 1992-1994;
- Executive Coordinator to the Office of the Brazilian Minister of External Relations, Brasília, DF, Brazil, 1993-1994;
- Representative of the Brazilian Ministry of External Relations to the National Council on the Rights of the Child and Adolescent (CONANDA), Brasília, DF, 1992-1994;
- Executive Coordinator to the Office of the Secretary-General of the Brazilian Ministry of External Relations, Brasília, DF, 1992-1993;
- Counsellor-Adviser to the Secretary-General of the Brazilian Ministry of External Relations, Brasília, DF, 1990-1992;
- First Secretary - Brazilian Delegation for Disarmament and Human Rights, Geneva, 1987-1990;

- Adviser to the Under-Secretary-General for Multilateral Political Affairs, Brazilian Ministry of External Relations, Brasília, DF, 1985-1986;
- Adviser to the Under-Secretary-General for Coordination and Planning, Brazilian Ministry of External Relations, Brasília, DF, 1985.

INTERNATIONAL/REGIONAL MEETINGS AND SEMINARS IN THE FIELD OF THE RIGHTS OF THE CHILD

- United Nations Committee on the Rights of the Child Regular Sessions, Geneva, 1993-1997;
- United Nations Committee on the Rights of the Child Pre-sessional Working Group Meetings, Geneva, 1993-1997;
- United Nations Committee on the Rights of the Child Informal Meeting; First Joint Informal Meeting CRC-CEDAW (Committee on the Elimination of Discrimination against Women), Cairo, Egypt, 1996;
- United Nations Committee on the Rights of the Child Informal Meeting, Katmandu, Nepal, 1995;
- United Nations Committee on the Rights of the Child Members Visit to Pakistan, 1995;
- International Symposium on Globalization of Child Law: The Role of the Hague Conventions, Hague Conference on Private International Law, The Hague, Netherlands, September 1997;
- Amsterdam Child Labour Conference, Amsterdam, The Netherlands, February 1997;
- Preparatory Meeting for the Symposium on Education and Training concerning the Rights of the Child, Bethlehem, July 1967;
- European Conference on Street Children Worldwide, Amsterdam, The Netherlands, June 1996;
- Second United Nations Conference on Human Settlements (Habitat II), Istanbul, June 1996;
- Meeting of the Mediterranean Group on Education for Development: What is the role of women for the future of the new generations? Catania, Italy, April 1996;
- Seminar against Sexual Exploitation of Children and Adolescents in the Americas - Preparatory Interamerican Meeting for the World Congress against Commercial Sexual Exploitation of Children (held at Stockholm), Brasília, DF, Brazil, April 1996;
- United Nations Panel on the Convention on the Rights of the Child - CEDAW: the links? United Nations Headquarters, New York, March 1996;

- International Seminar on Current Social Trends and their Implications for Policing - the situation of juveniles, Polizei-Führungsakademie, Münster, Germany, February 1996;
- United Nations Centre for Human Rights Expert Group Meeting on the Human Rights to Adequate Housing, Geneva, January 1996;
- United Nations Centre for Human Rights Expert Meeting Group on the development of gender-sensitive guidelines for integration into human rights activities and programmes, Geneva, July 1995;
- Seminar on "Human Rights after Vienna: the incorporation of the international provisions into the Brazilian Law - Vulnerable Groups", Brasília, DF, 1993;
- Conférence-Débat sur le Projet de Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant - BICE (Bureau international catholique de l'enfance)/UNESCO, Paris, 1989;
- Brazilian Representative to the UNICEF Seminar on the Draft Convention on the Rights of the Child for Portuguese-speaking Countries, Lisbon, 1988;
- Brazilian Delegate to the United Nations Working Group on the Question of a Convention on the Rights of the Child, Geneva, 1988-1989.

#### INTERNATIONAL/REGIONAL MEETINGS AND CONFERENCES

- Delegate to the Twenty-third and Twenty-fourth Ordinary sessions of the General Assembly of the Organization of American States (OAS), 1993, 1994;
- Delegate to the Thirty-fifth and Thirty-eighth Sessions of the United Nations Commission on the Status of Women, 1991, 1994;
- Delegate to the Third Meeting of First Ladies of Latin America and Caribbean, San José, Costa Rica, 1993;
- Delegate to the United Nations World Conference on Human Rights, Vienna, 1993;
- Brazilian Expert to the Meeting of Experts to consider a Draft Interamerican Convention on Women and Violence, Washington, D.C., 1993;
- Brazilian Expert to the United Nations Commission on the Status of Women Working Group on Violence against Women, Vienna, 1992;
- Delegate to the Third Committee on the Forty-sixth Session of the United Nations General Assembly, New York, 1991;
- Brazilian Expert to the Meeting of Experts to consider the viability of an Interamerican Convention on Women and Violence, Caracas, Venezuela, 1991;

- Delegate to the Extraordinary Session of the Executive Committee of the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), Geneva, 1990;
- Member of the Working Group of the Executive Committee of the UNHCR mandate by ECOSOC to study an enhanced participation of Observers on the Executive Committee Sessions, Geneva, 1990;
- Delegate to the Forty-fourth, Forty-fifth and Forty-sixth Sessions of the United Nations Commission on Human Rights, Geneva, 1988, 1989, 1990;
- Delegate to the International Conference on Central American Refugees (CIREFCA), Guatemala, 1989;
- Brazilian Representative to the International Seminar on Cultural Dialogue between Host Countries and Countries of Origin of Migrant Workers, Athens, Greece, 1989;
- Brazilian Observer to the Thirty-ninth and Fortieth sessions of the United Nations Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, Geneva, 1988, 1989;
- Delegate to the Thirty-eighth, Thirty-ninth and Fortieth Sessions, of the Executive Committee of the UNHCR, Geneva, 1987, 1988, 1989;
- Rapporteur to the Thirty-ninth Session of the Executive Committee of the UNHCR, 1988;
- Member of the Brazilian Delegation to the Group of Governmental Experts to Review the Efficiency of the Administrative and Financial Functioning of the United Nations (Group of 18), New York, 1986;
- Adviser to the Meeting of Intergovernmental Experts on Shared Natural Resources, Nairobi, 1978;
- Delegate to the Twentieth session of the International Atomic Energy Agency (IAEA) General Conference, Rio de Janeiro, Brazil, 1976;
- Delegate to the First International United Nations Conference on Women, Mexico City, 1975;
- Delegate to the Fifth Committee on the Twenty-ninth session of the United Nations General Assembly, New York, 1974.

#### SELECTED PAPERS AND PRESENTATIONS

- "Combating the most intolerable forms of Child Labour: a global challenge", in Report, pp. 96-98, Amsterdam Child Labour Conference, Amsterdam, The Netherlands, 26-27 February 1997.

- "Committee on the Rights of the Child: Basic Processes", in Symposium: Implementation of the United Nations Convention on the Rights of the Child, Transnational Law and Contemporary Problems, pp. 264-286, Volume 6, Number 2, University of Iowa College of Law, Fall 1996.
- "A City for all - General perceptions on Human Development and Children's Rights", Institute for Social Studies, The Hague, July 1996.
- "The Convention on the Rights of the Child and the work of its monitoring body, the Committee on the Rights of the Child", in Conference Report, European Conference on Street Children Worldwide, pp. 71-75, Royal Tropical Institute, Amsterdam, The Netherlands, 20-23 June 1996.
- "After Beijing: Problems and hopes for Women and the Girlchild", Mediterranean Group Meeting, Catania, Italy, April 1996.
- "Anais do Seminário contra a Exploração Sexual de Crianças e Adolescentes nas Américas", pp. 46-51, Encontro Preparatório Interamericano para o Congresso de Estocolmo, Brasília, DF, Brazil, April 1996;
- "The United Nations Convention on the Rights of the Child and Convention on the Elimination of All forms of Discrimination against Women: the links? Preliminary considerations and topics for discussion", The Hague, March 1996.
- "Human Rights and the children of the world - the current situation", in Report on the International Seminar on Current Social Trends and their Implications for Policing - the situation of juveniles, pp. 63-75, Polizei-Führungsakademie, Münster, Germany, February 1996.
- "A Criança e seus direitos, novo tema internacional. Avaliação e Perspectivas da Atuação Diplomática Brasileira", High Studies Course of the Diplomatic Academy of the Brazilian Ministry of External Relations (Instituto Rio Branco), Brasília, DF, Brazil, November 1995.
- "A Criança e o Adolescente nos Acordos Internacionais de Proteção dos Direitos Humanos", University of the State of Rio de Janeiro (UERJ), Brazil, June 1994.
- "Grupos Vulneráveis: Aspectos relacionados com a Discriminação de Gênero e com as Crianças", Seminário sobre os Direitos Humanos após Viena, Instituto Interamericano de Direitos Humanos, Brasília, DF, Brazil, November 1993, in A incorporação das normas internacionais de proteção dos Direitos Humanos no Direito Brasileiro, pp. 413-421, IIDH, 1996.

- "O Itamaraty e a Questão da Criança: o ângulo da cooperação internacional", Brazilian Ministry for Social Welfare and Assistance, Brasília, DF, Brazil, April 1993.
- "Les enjeux de la Convention pour les pays d'Amérique Latine", Conférence-Débat sur le projet de convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, BICE/UNESCO, Paris, 1989.

DECORATIONS/HONOURS

- Rio Branco Merit Order, Brazil, 1990, 1994;
- UNICEF Prize "Child and Peace", Brasília, DF, 1994.



Mr. JOSÉ BENGOA (Expert)

(Nominated by the Government of Chile)

Nacionalidad: chilena

Fecha de nacimiento: 19 de enero de 1945

1. Actividad actual

Ha sido elegido Presidente del 49º período de sesiones, agosto de 1997, de la Subcomisión de Prevención de Discriminaciones y Protección a las Minorías de la Comisión de Derechos Humanos de las Naciones Unidas. Es miembro del Grupo de Trabajo sobre las Minorías de la misma Subcomisión y Relator Especial de la Subcomisión acerca de la relación entre la "Distribución de los Ingresos y los Derechos Humanos".

Es Rector de la Universidad Academia de Humanismo Cristiano de Santiago de Chile.

Es miembro del Centro de Estudios Sociales SUR en Santiago de Chile, coordinando el Área Pobreza y Políticas Sociales. Es encargado de la red de ALOP (Asociación Latinoamericana de Organizaciones Sociales) sobre Pobreza y Políticas Sociales. Es miembro, nombrado por el Consejo Internacional de Ciencias Sociales, del Comité del CROP, (Comparative Research Program on Poverty).

Le ha sido aprobado en marzo de 1997 un grant por tres años por parte de la Comisión de Investigaciones Científicas y Tecnológicas de Chile, (CONICYT) para dirigir una investigación junto a un equipo, que observe los impactos de la apertura internacional de la economía chilena sobre el campesinado y población pobre, indígena y no indígena, del sur de Chile.

Durante el semestre de enero a mayo de 1997 ha estado enseñando en la Universidad de Indiana en Bloomington, Estados Unidos, invitado por la Fundación Fullbright.

2. Estudios realizados

- Universidad Católica de Valparaíso, 1963-1968  
Licenciado en Filosofía y Educación  
Titulado en enero de 1969
- Instituto Latinoamericano de Estudios Sociales, 1969  
Posgrado de Ciencias Sociales
- Comisión Nacional de Investigación Científica y Tecnológica, 1970-1971  
Posgrado en Antropología Social
- Centro de Estudios Urbanos y Regionales  
Instituto T. Di Tella, Buenos Aires, 1975-1976  
Posgrado en Desarrollo

3. Actividad profesional

- Universidad Católica de Valparaíso  
Ayudante del Antropólogo Profesor Phillip von Wambolt, 1967-1968
- DESAL (Centro para el Desarrollo de América Latina)  
Ayudante del Antropólogo Profesor Ismael Silva Fuenzalida, 1968-1969
- Universidad de Chile  
Facultad de Economía  
Centro de Estudios Socioeconómicos (CESO), 1970-1973  
Secretario Docente de la Escuela de Economía, 1972-1973  
Exonerado en octubre de 1973
- Universidad Católica de Chile  
Centro de Estudios Agrarios (CEA)  
Profesor, 1971-1972
- Universidad Católica del Perú  
Posgrado de Ciencias Sociales  
Profesor Invitado, 1974
- Universidad Católica del Ecuador  
Posgrado en Estudios Rurales Latinoamericanos  
Profesor Invitado  
Segundo semestre de 1976 y segundo semestre de 1977
- Universidad Nacional Autónoma de México  
Doctorado en Economía  
Profesor Invitado 1978 y 1979
- CEESTEM (Centro de Estudios del Tercer Mundo),  
México, 1980  
Investigador Invitado
- Academia de Humanismo Cristiano  
Grupo de Investigaciones Agrarias (GIA)  
Fundador e investigador, 1979-1982
- Centro de Estudios Sociales del Sur  
Director 1978-1979, 1985-1986  
Investigador 1978-1990 y 1994-1997
- Escuela Superior Campesina Águila Sur  
Fundador y Director del Proyecto  
(Escuela ubicada en Paine, a 60 km de Santiago, orientada a preparar jóvenes campesinos e indígenas egresados de enseñanza media en desarrollo rural), 1985-1990

- Comisión Especial de Pueblos Indígenas  
Director Nacional  
(Comisión mixta formada por dirigentes indígenas y no indígenas creada por el Presidente Don Patricio Aylwin para preparar, debatir y tramitar una nueva legislación indígena en Chile), 1990-1994
- Universidad Academia de Humanismo Cristiano  
Escuela de Antropología  
Fundador y Director de la escuela, 1992-marzo de 1996
- Indiana University Bloomington, USA  
Profesor Invitado. Comisión Fullbright  
Escuela de Antropología  
Centro de Estudios Latinoamericanos y del Caribe

4. Otras actividades

- Editor  
Revista Agraria  
Mensual (Chile Hoy)  
1972-1973
- Editor  
Revista Proposiciones  
Triannual  
Santiago, 1985-1997
- Servicio Universitario Mundial  
Presidente del Comité Nacional, WUS-Chile  
1978-1997  
(Organismo internacional no gubernamental cuyo objetivo es promover los derechos humanos, la cultura y el derecho a la educación)
- Fundación José María Arguedas  
Biblioteca Conmemorativa José María Arguedas  
Santiago  
Presidente  
1990-junio de 1996  
(Organización cultural creada en honor del escritor peruano cuyo objetivo ha sido crear una biblioteca acerca de la vida rural en el nuevo mundo y en la península ibérica)
- Academia de Humanismo Cristiano  
Presidente del Directorio de la Universidad  
1993-1997
- Naciones Unidas  
Comisión de Derechos Humanos  
Subcomisión de Prevención de Discriminaciones y Protección a la Minorías  
Experto Independiente  
(Elegido en marzo de 1994, por cuatro años, en calidad de experto independiente miembro de la Subcomisión que sesiona anualmente durante

el mes de agosto en la ciudad de Ginebra. Elegido en la sesión de agosto de 1994 Relator Especial para Derechos Económicos y Sociales. Presidente del primer Seminario de Naciones Unidas sobre Extrema Pobreza y Derechos Humanos en la ciudad de Nueva York, en noviembre de 1994. Miembro del Grupo de Trabajo sobre Poblaciones Indígenas en julio de 1995. Miembro del Grupo de Trabajo sobre las Minorías en agosto de 1995, 1996 y 1997)

- Consejo Nacional para la Superación de la Pobreza  
Nombrado en 1994 por el Presidente de Chile, Sr. Eduardo Frei Ruiz Tagle, miembro del Consejo Nacional para la Superación de la Pobreza, encargado de proponer políticas al Estado en estas materias.

5. Publicaciones

A. Libros

Pampa Irigoín

Conciencia de clase y cultura popular  
CESO-PLA  
Santiago, 1972

Chile. Reforma agraria y gobierno popular

Varios autores  
Ediciones Periferia  
Buenos Aires, 1974

La hacienda latinoamericana

Ediciones Ciese  
Quito, 1978, 148 páginas

Historia del movimiento campesino

GIA  
Santiago, 1981, 85 páginas

El campesinado chileno después de la reforma agraria

Ediciones Sur  
Santiago, 1983, 203 páginas

Economía mapuche. Pobreza y subsistencia en la sociedad mapuche contemporánea

(en colab. E. Valenzuela)  
Ediciones PAS  
Santiago, 1983, 221 páginas

Historia del pueblo mapuche

Ediciones Sur  
Santiago, 1985, 426 páginas  
Segunda edición, 1987  
Tercera edición, 1989  
Cuarta edición, 1992  
Quinta edición, 1996

Historia social de la agricultura chilena

Tomo I

El poder y la subordinación

El origen rural del poder y la dominación en Chile

Ediciones Sur

Santiago, 1988

Historia social de la agricultura chilena

Tomo II

Haciendas y campesinos

Ediciones Sur

Santiago, 1990

Breve historia de la legislación indígena en Chile

CEPI

Santiago, 1991

Quinquén. Cien años de historia Pehuenche

Ediciones CESOC

Santiago, 1992

Conquista y barbarie

Ensayo crítico acerca de la conquista de Chile

Ediciones Sur

Santiago, 1992

La comunidad perdida

Ensayos de cultura e identidad

Ediciones Sur

1996

Futuro y angustia (Ed)

Droga y juventud en poblaciones de Santiago

Ediciones Sur

1997

Los mapuche: censo de comunidades y localidades indígenas de Chile

(en colab. Alejandro Sabaj)

Instituto Nacional de Estadísticas

Chile, 1997

B. Principales artículos sobre cuestiones de derechos humanos, etnicidad y minorías publicados en libros y revistas en los años noventa

"El servicio y la Tierra". Acerca del encuentro intercultural entre mapuches y españoles del siglo XVI.

En: De palabra y obra en América

Editorial Siglo XXI, 1993 (varios autores).

"La cuestión indígena y la situación de las minorías étnicas"

En: Proposiciones

Número 18. Santiago Sur, 1990, págs. 233 a 251.

"La Conquista Vulgar". Estudio acerca de la enseñanza escolar de la época de la conquista de Chile y la relación con los indígenas.  
En: Tópicos. Cuadernos de estudio.  
Número 1, Santiago, octubre de 1990, págs. 17 a 31.

Breve historia de la legislación indígena en Chile  
En: Héctor Díaz Polanco  
Etnia y nación en América Latina. Col. Claves de América Latina.  
México, 1991.

"The mapuche peasants under the military regime"  
En: C. Kay y P. Silva  
Development and social change in the chilean countryside  
Latin american studies  
Cedla  
Amsterdam, 1992.

"Das auftauchen der ethnischen Frage in Chile"  
En: Lateinamerika. Analysen und Berichte  
Die Wilden und die Barbarei  
Nº 16 Jahrbuch, 1993  
Munster Hamburg.

"Los estudios sociales y la cuestión étnica en Chile"  
En: M. A. Garretón y O. Mella  
Dimensiones actuales de la sociología en Chile  
Universidad de Chile, 1995.

"Indigenous peoples and authonomy in Latin America"  
En: Voices of the Earth  
Amsterdam, 1995.

"Los indígenas y el Estado nacional"  
En: Revista Brasileira de Antropología  
Universidad de Sao Paulo  
Nº 1, año 1995.

"Comunidad y participación"  
En: Academia  
Revista de la Universidad Academia de Humanismo Cristiano  
Nº 1, Santiago, 1995.

"Desarrollismo y nativismo en el movimiento indígena chileno"  
En: Manuel Gutiérrez Estévez (Ed)  
De palabra y obra en América  
Los usos de la historia  
Madrid, 1996.

"L'Education par les mouvements sociaux", et "La pauvreté moderne"  
En: Antipodes  
Nº 132, avril, may, juin, 1996, Bruxelles.

"Modernización e identidad"

Número especial: La modernización en Chile.

En: Persona y sociedad

Vol. 10, N° 1, abril 1996.

"Education and minorities"

Working Group on Minorities

Naciones Unidas, Ginebra, 1996.

"La exclusión"

En: Persona y sociedad

Volumen X, número de agosto de 1996.

"Población, familia y migración: los impactos de la modernización en la sociedad mapuche"

En: Pentukún

Revista del Instituto de Estudios Indígenas de la Universidad de La Frontera

Temuco

N° 2, 1996

Colaborador en el libro La pobreza en Chile, publicado por la Comisión Nacional para la Superación de la Pobreza.

Santiago, 1996.

Introducción al libro La asociación de los privados, las asociaciones privadas de desarrollo en Chile.

Ediciones Sur

Santiago, 1997.

"La corona de laureles: acerca de la idea de premio y castigo en la cultura chilena"

En: Testimonios

Santiago, julio de 1997.

"La vigencia de los derechos económicos, sociales y culturales", introducción al libro Los derechos económicos en la actualidad.

Terre des Hommes, París, 1997.

Colaborador habitual en la revista Mensaje, en el diario La Época de Santiago y otras publicaciones periódicas.

Mr. ALEJANDRO ENRIQUE SALINAS RIVERA (Alternate)

(Nominated by the Government of Chile)

Fecha y lugar de nacimiento: Temuco, 21 de diciembre de 1961

Nacionalidad: chilena

Profesión: Abogado desde 1989

Experiencia profesional

1996-1997: Universidad La República (Santiago, Chile). Profesor ayudante en curso de Introducción al derecho.

1996: Ministerio de Relaciones Exteriores (Chile), Asesoría de Derechos Humanos. Abogado asesor externo en derechos humanos.

1995-1996: Comisión Sudamericana de Paz (Santiago). Coordinador Académico, consultor externo del Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD).

Responsabilidades:

- coordinar actividades académicas, seminarios y encuentros internacionales;
- preparar proyectos en las áreas de derechos humanos económicos, sociales y culturales y seguridad ciudadana;
- redactar y preparar artículos y documentos de trabajo.

1995-1996: Consultor del Centro de Derechos Humanos de las Naciones Unidas (Ginebra, Suiza).

Abogado experto en derecho internacional de los derechos humanos.

Responsabilidades:

- participar como experto en actividades de asistencia técnica para el Gobierno de Guinea Ecuatorial.

1995: Universidad Diego Portales, Facultad de Ciencias Jurídicas (Santiago, Chile).

Profesor del curso "Derechos humanos económicos, sociales y culturales".

1994-1995: Comisión Internacional de Juristas (Ginebra, Suiza).

Abogado en derecho internacional de los derechos humanos.



Responsabilidades:

- asistir al Oficial Legal del área América Latina;
- representar a la Comisión en diversas reuniones, grupos de trabajo sobre derechos humanos y derecho humanitario;
- redactar informes y artículos sobre derechos humanos y derecho internacional.

1991-1993: Departamento de Cooperativas, Ministerio de Economía, Fomento y Reconstrucción (Santiago).

Abogado.

Responsabilidades:

- experto en derecho cooperativo;
- redactar informes y proyecto de ley general de cooperativas;
- promover proyectos de desarrollo de empresas cooperativas.

1990-1991: Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación (Santiago).

Abogado.

Responsabilidades:

- investigar violaciones a los derechos humanos;
- coordinar el Área 1973 (encargada de la investigación de las violaciones a los derechos humanos ocurridas entre el 11 de septiembre y el 31 de diciembre de 1973);
- redactar informes.

1998-1990: Vicaría de la Solidaridad, Arzobispado de Santiago (Santiago).

Abogado.

Responsabilidades:

- Analizar la concordancia entre normas de derecho internacional y derecho interno. Producto de este proyecto se generó una base de datos computacional y se hizo una publicación.

Estudios

1993-1994: Universidad de Notre Dame, Notre Dame Law School, Center for Civil and Human Rights (Notre Dame IN, USA).

LL. M Derecho Internacional de los Derechos Humanos (magna cum laude).

1987: Universidad de Salamanca, Escuela de Derecho (Salamanca, España).  
Licenciado en Derecho.

1981-1986: Universidad de Chile, Escuela de Derecho (Santiago, Chile).  
Egresado de la Escuela de Derecho.

Otros cursos, estudios, seminarios

Participación en numerosos seminarios y conferencias internacionales sobre derechos humanos y derecho internacional humanitario, entre los que se puede señalar:

1997: Segundo Seminario/Taller de las Naciones Unidas sobre el establecimiento del Foro Permanente para los Pueblos Indígenas (Santiago).

1996: Seminario: El sistema interamericano de Promoción y Protección de los Derechos Humanos.

Comisión Interamericana de Derechos Humanos, Organización de los Estados Americanos (Washington DC, USA).

1996: Curso Derecho Internacional de los Refugiados, Derechos Humanos y Derecho Internacional Humanitario (Santiago).

Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados y el Instituto de Estudios Internacionales de la Universidad de Chile.

1995: IV Curso de Derecho Internacional de los Refugiados (Santiago).

Instituto de Estudios Internacionales de la Universidad de Chile y Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados (ACNUR).

1992: Curso de Capacitación Avanzado de Académicos en el Derecho Internacional de los Derechos Humanos (Santiago).

Universidad Andrés Bello, Universidad Diego Portales & Instituto Holandés de Derechos Humanos de la Universidad de Utrecht.

1989-1991: Posgrado sobre Ciencias Sociales del Trabajo (Santiago).

Programa de Economía del Trabajo & Universidad de Lovaina (Bélgica).

Publicaciones

Libros

- 1994: Revisión técnica de los capítulos 7 al 14 de la versión española del libro Desapariciones forzadas y homicidios políticos. La crisis de los derechos humanos en los noventa, editorial Amnistía Internacional (EDAI), Madrid.
- 1992: El sector cooperativo en Chile 1992 (coautor). Editado por el Departamento de Cooperativas, Ministerio de Economía, Fomento y Reconstrucción, Santiago.
- 1989: La Constitución política de 1980 y las normas internacionales sobre derechos humanos (coautor). Editado por el Arzobispado de Santiago, Vicaría de la Solidaridad, Santiago.
- 1988: Compendio de legislación cooperativa, ediciones ICECOOP, Santiago.  
Manual de organización de cooperativas, ediciones ICECOOP, Santiago.

Publicación de monografía, ponencias y artículos sobre temas de derechos humanos en diversas revistas y libros.

Idiomas

Español: habla, lee y escribe fluidamente.

Inglés: habla, lee y escribe fluidamente.

Francés: habla y lee.

Mr. HÉCTOR FIX ZAMUDIO (Expert)\*

(Nominated by the Government of Mexico)

Licenciado en Derecho de la Universidad Nacional Autónoma de México en el año 1956.

Doctor en Derecho de la misma Universidad, en 1972.

Profesor Titular de Derecho de Amparo en la Facultad de Derecho de la misma Universidad.

Profesor de Poder Judicial en la División de Estudios de Posgrado de la citada Facultad.

Director del Instituto de Derecho Comparado, ahora de Investigaciones Jurídicas de la propia Universidad de México, durante los años 1966 a 1978.

Actualmente, Investigador Titular Emérito de tiempo completo del mismo Instituto.

El 11 de abril de 1984 recibió el Doctorado Honoris Causa de la Universidad de Sevilla, España.

Ha impartido cursillos y conferencias en el propio Instituto de Investigaciones Jurídicas, y en varias Facultades de Derecho de las Universidades de las Entidades Federativas de México, así como en Facultades de Derecho de varios países de América Latina, Estados Unidos, España, Italia y Alemania.

Fue designado Presidente del Instituto Iberoamericano de Derecho Constitucional y reelecto en varias ocasiones, así como miembro de varias sociedades científicas nacionales e internacionales, tales como los Institutos Internacional Iberoamericano, y Español de Derecho Procesal; el Instituto de Derecho Agrario Internacional y Comparado; el Instituto Internacional de los Derechos Humanos de Estrasburgo y de la Academia Mexicana de Legislación y Jurisprudencia, entre otros.

Es autor de trece libros y de cerca de 250 artículos y ensayos, entre otros:

El juicio de amparo, México, Porrúa, 1964.

Veinticinco años de evolución de la Justicia Constitucional, México, Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM), 1968.

Constitución y Proceso Civil en Latinoamérica, México, UNAM, 1974.

---

\* The text of curriculum vitae is also available in English in the files of the Secretariat.

Protección procesal de los derechos humanos ante las jurisdicciones nacionales, Madrid, UNAM-Civitas, 1982.

Introducción a la justicia administrativa en el ordenamiento mexicano, México, Colegio Nacional, 1983.

Metodología, enseñanza e investigación jurídicas, 3ª Ed., UNAM-Porrúa, 1988.

Los tribunales constitucionales y los derechos humanos, 2ª Ed., México, UNAM-Porrúa, 1985.

Latinoamérica: Constitución, Proceso y Derechos Humanos, México, UDUAL-Miguel Ángel Porrúa, 1988.

Protección jurídica de los derechos humanos. Estudios comparativos, México, Comisión Nacional de Derechos Humanos, 1991.

Ensayos sobre derecho de amparo, México, UNAM, 1993.

Justicia constitucional, ombudsman y derechos humanos, México, Comisión Nacional de Derechos Humanos, 1993.

El poder judicial en el ordenamiento mexicano (con José Ramón Cossío), El Consejo de la Judicatura (con Héctor Fix Fierro) y Comentarios a la Ley de la Comisión de Derechos Humanos del Distrito Federal, los tres últimos publicados en 1996.

Asimismo es autor de numerosos artículos jurídicos publicados en revistas especializadas del país y del extranjero, particularmente sobre derecho procesal, derecho constitucional y derecho comparado.

Con anterioridad a su dedicación completa a la Universidad Nacional Autónoma de México, desempeñó varios cargos dentro del Poder Judicial Federal, al cual perteneció durante 19 años.

En el año de 1963 recibió uno de los premios anuales de la Academia de la Investigación Científica.

Fue designado miembro del Colegio Nacional en abril de 1974.

En mayo de 1981 fue electo miembro de la Junta de Gobierno de la UNAM, hasta marzo de 1989, en que terminó su período.

En 1982 recibió el Premio Nacional de Historia, Filosofía y Ciencias Sociales.

En marzo de 1984 fue electo miembro suplente de la Subcomisión de Prevención de Discriminaciones y Protección a las Minorías de la Comisión de Derechos Humanos de las Naciones Unidas, con sede en Ginebra, Suiza, y reelecto en varias ocasiones hasta 1998.

En 1984, 1988 y 1992 fue nombrado y confirmado como Investigador Nacional Nivel 3 del Sistema Nacional de Investigadores, del cual fue designado Investigador Nacional Emérito el 28 de enero de 1997.

En diciembre de 1985, fue designado Juez de la Corte Interamericana de Derechos Humanos, con sede en San José, Costa Rica, por un término de seis años y reelecto para un nuevo período en 1991 de la que es Presidente a partir de marzo de 1990.

En marzo de 1986 se le otorgó su nombre al Instituto de Investigaciones Jurídicas de la Universidad Autónoma de Querétaro.

El 10 de diciembre recibió el Premio UNESCO 1986, de Enseñanza de los Derechos Humanos, en París.

En marzo de 1987, recibió la Presea Estado de México, 1986, "José María Luis Mora".

En marzo de 1988 fue designado miembro del Jurado Internacional del Premio UNESCO de la Enseñanza de Derechos Humanos, por un período de cuatro años.

En marzo de 1991 se le otorgó su nombre a la Biblioteca del Instituto de Investigaciones Jurídicas de la Universidad de Veracruz.

En septiembre de 1991 se le otorgó su nombre al Auditorio del Instituto de Investigaciones Jurídicas de la UNAM.

En noviembre de 1991, recibió el Premio Universidad Nacional, Investigación en Ciencias Sociales.

En febrero de 1992, se le otorgó el Doctorado Honoris Causa de la Universidad de Colima.

En enero de 1993, la Secretaría de Educación Pública y el Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología, le confirieron la Cátedra Patrimonial de Excelencia Nivel I.

Designado miembro titular de la Académie Internationale de Droit Comparé/International Academy of Comparative Law con sede en París, en junio de 1994.

Se le otorgó la medalla "Ezequiel Montes Ledezma", entregada por el Instituto de Estudios Constitucionales del Estado de Querétaro, en octubre de 1994.

Le fue conferido el Premio Nacional de Jurisprudencia de la Barra Mexicana de Abogados, en diciembre de 1994.

Se le otorgó el Premio José María Morelos y Pavón por la Federación Mexicana de Organismos Públicos de Protección y Defensa de los Derechos Humanos, en diciembre de 1996.

Mr. ALONSO GÓMEZ-ROBLEDO VERDUZCO (Alternate)\*

(Nominated by the Government of Mexico)

Licenciado en Derecho (Mención honorífica), Facultad de Derecho de la UNAM, 1970-1974. Tesis: Responsabilidad en Derecho Internacional

Estudios completos incluyendo "examens approfondis et complémentaires" del Doctorat ès Sciences Politiques, en el Instituto de Altos Estudios Internacionales en Ginebra, Suiza, 1975-1978.

Investigador "Titular B de tiempo completo", en el Instituto de Investigaciones Jurídicas de la UNAM desde enero de 1978.

Profesor por oposición de "Derecho Internacional Público" en la Facultad de Derecho de la UNAM desde 1978. Profesor también en la Universidad Panamericana (UP), y en el Instituto Tecnológico Autónomo de México (ITAM).

Miembro de la Delegación Mexicana en la Tercera Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar 1978-1982.

Profesor visitante en el Institute for Marine Studies, en la Universidad de Washington, Seattle 1981-1982.

Asesor en la Oficina del Consultor Jurídico de la Secretaría de Relaciones Exteriores 1982-1984.

Miembro del Sistema Nacional de Investigadores (SIN), en el nivel II desde 1987.

Secretario de la Delegación Permanente de México ante la UNESCO, París, 1988-1990.

Asesor Especial del Presidente de la Comisión Nacional de Derechos Humanos, agosto 1990-diciembre 1991.

Miembro del Comité Mexicano para el Decenio de las Naciones Unidas para el Derecho Internacional, Secretaría de Relaciones Exteriores (SRE), 1991.

Miembro de la "Comisión de Tres Juristas" de la Organización de los Estados Americanos (OEA) para el Caso de Nicaragua. Septiembre de 1993 a febrero de 1994. Entrega del Informe: febrero de 1994.

Miembro de la Rama Mexicana de la International Law Association, desde 1996.

---

\* The text of curriculum vitae is also available in English in the files of the Secretariat.

Libros publicados:

La Soberanía del Estado sobre sus recursos naturales, (compilador e introductor), México, UNAM, 1980.

Relaciones México-Estados Unidos. Una visión interdisciplinaria, (introductor y coordinador), México, UNAM, 1981.

Responsabilidad Internacional por daños transfronterizos, México, UNAM, 1983.

El Nuevo Derecho del Mar. Una Guía introductiva a la Convención de Montego Bay, México, M. A. Porrúa, 1986.

Temas selectos de Derecho Internacional, México, UNAM, 1986.

Jurisprudencia Internacional en materia de delimitación marítima, México, UNAM-I.I.J., 1989.

La Extradición en Derecho Internacional, México, UNAM, 1996.



Mr. LOUIS JOINET (Expert)

(Nominated by the Government of France)

Louis JOINET, 63 ans  
Magistrat à la Cour de cassation (France)

Louis Joinet est né le 26 mai 1934 à Nevers (Nièpvres). Marié, il est père de cinq enfants. Ancien éducateur, puis instituteur auprès d'enfants inadaptés, il est entré (1963) puis sorti (1966) major de l'Ecole nationale de la magistrature.

Affecté au Ministère de la justice (1966), il est chargé du service juridique concernant la politique foncière et l'aménagement du territoire. Juge au tribunal de Melun de 1970 à 1972, il exerce également pendant cette période les fonctions de rapporteur pour les questions de justice au Commissariat général du Plan (Ve Plan), puis de rapporteur de la Commission de réforme des études de droit, auprès de M. O. Guichard alors Ministre de l'Education nationale.

De retour au Ministère de la justice en 1973, il est nommé à la Direction des affaires civiles dont il dirige le service de la recherche (Etude des conséquences de l'innovation technologique sur l'évolution du droit).

En 1978, Louis Joinet est nommé Directeur de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Affecté au Parquet de Paris (1980-1981), comme substitut du Procureur de la République, il entre, en juin 1981, au Cabinet du Premier Ministre Pierre Mauroy pour traiter des questions de justice, de libertés publiques et de droits de l'homme. Il demeurera conseiller au Cabinet des Premiers Ministres Laurent Fabius (1984), Michel Rocard (1988), Edith Cresson (1991) et Pierre Berégovoy (1992). De mai 1993 à mai 1995, il est chargé de mission auprès du Président de la République, François Mitterrand.

#### ACTIVITES INTERNATIONALES

##### Nations Unies

Constamment réélu, depuis 1981, en qualité d'expert indépendant à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, il en a été le Rapporteur puis le Président. Au cours de ses mandats successifs, il s'est vu confier, en tant que rapporteur spécial les études et rapports suivants :

- Le rôle des lois d'amnistie dans la promotion et la protection des droits de l'homme (1985).
- L'élaboration de principes directeurs concernant le recours des fichiers de personnes informatisés (1988).
- L'exercice du droit à la liberté d'opinion et d'expression (avec M. Danilo Turk, corapporteur (1989)).
- La pratique de l'internement administratif dans le monde (1990).

- L'indépendance du pouvoir judiciaire (1992).
- Ensemble de principes pour la promotion et la protection des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité (1997).

Ancien Président-Rapporteur du groupe de la Commission des droits de l'homme sur la détention arbitraire, il a effectué à ce titre des missions en ex-Yougoslavie (1993), au Burundi et au Rwanda (1994), au Bhoutan (1994 et 1995), au Vietnam (1994), au Népal (1995) et en Chine (1996 et 1997). Depuis 1997, il en assure la vice-présidence.

#### Conseil de l'Europe

1975 : Chef de la délégation française du Comité d'experts sur l'informatique juridique.

1978 : Président du Comité d'experts chargé d'élaborer la Convention européenne sur l'informatique et la protection de la vie privée.

1978 : Membre du Comité d'experts chargé de réglementer les banques de données utilisées à des fins statistiques et de recherche.

1990 : Membre de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (CEDD).

#### Union européenne

1977 : Chef de la délégation française du Comité d'experts de la CEE sur la mise en place de la banque de données juridiques CELEX.

#### Organisation de coopération et de développement économiques

1978 : Vice-Président du Comité d'experts chargé d'élaborer des principes directeurs relatifs à l'informatique et à la protection de la vie privée.

#### Fondation européenne de la science

1979 : Représentant de la France, au titre du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) près le Comité d'experts sur les banques de données statistiques et de recherche.

#### Comité international de la Croix-Rouge

Ancien membre du Conseil des experts internationaux qui siège auprès du Président du Comité international de la Croix-Rouge à Genève.

#### ACTIVITES PRIVEES

- Secrétaire général (1968), puis Président (1970) du Syndicat français de la magistrature.
- Membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (France) depuis 1978.

- Ministère de la culture : Président du Conseil national des arts de la piste (CNAP), de l'Ecole nationale du cirque de Rosny ainsi que de l'Association nationale pour la promotion et le développement du théâtre de rue.

LANGUES

Français : écrit et parlé  
Espagnol : parlé  
Anglais : pratiqué  
Portugais et italien : lus.

Mr. EMMANUEL DECAUX (Alternate)

(Nominated by the Government of France)

Date et lieu de naissance : Le 9 décembre 1947 à Neuilly-sur-Seine

Nationalité : Française

#### ETUDES UNIVERSITAIRES

- Certificat d'études littéraires générales, Nanterre, 1966.
- Diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris (section service public), 1969.
- Diplôme d'études supérieures de droit public, Paris-II, 1972.
- Diplôme d'études supérieures de science politique, Paris-II, 1972.
- Doctorat d'Etat en droit public, thèse sous la direction du professeur Paul Reuter "Le principe de la réciprocité des actes juridiques et des obligations internationales", Paris-II, 1978.
- Agrégation de droit public, concours 1988.

#### FONCTIONS PRECEDENTES

- Chargé de cours à l'Université de Paris-VIII (1972-1980).
- Maître-assistant, maître de conférences à l'Université de Paris-X, Nanterre (1980-1988).
- Professeur à l'Université du Maine, Le Mans (1988-1992).
- Professeur à l'Université de Paris-X, Nanterre (depuis 1992), professeur de première classe depuis le 1er janvier 1993.
- Directeur du Centre de droit international CEDIN Paris-X, Nanterre.

#### ACTIVITES UNIVERSITAIRES

##### Enseignements actuels

- Cours de première année : "Introduction au droit international".
- Cours de licence : "Droit international public II".
- Maîtrise de droit public (et autres options) : "Protection internationale des droits de l'homme".
- Cours de doctorat pour le diplôme d'études approfondies (DEA) en droits de l'homme et libertés publiques : "Contentieux et droit européen des droits de l'homme".
- Responsable du diplôme interuniversitaire Droits fondamentaux des Universités de Nanterre et de Nantes, dans le cadre des programmes de formation à distance UNISAT de L'AUPELF-UREF.

##### Enseignements extérieurs, en France

- Maître de conférence à l'Institut d'études politiques de Paris (1980-1988), en prep'ENA, Ecole nationale d'administration, puis en section relations internationales.
- Cours à l'Institut des hautes études internationales (Paris-II) sur "La protection individuelle des droits de l'homme", 1989.

- Responsable de la session de formation permanente de l'Ecole nationale de la magistrature (Paris) sur "Le contentieux des droits de l'homme", en 1994, 1995, 1996 et 1998; séminaire approfondi "Droit international et droit français" en 1997.
- Cours à l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg, sur "Les garanties juridiques des droits de l'homme", en 1993 et sur "La protection internationale des droits de l'homme", en 1994 et 1995.
- Conférences à l'Institut des hautes études de la francophonie (Chamarande), à l'Institut international d'administration publique, à l'Institut d'études politiques, etc.

#### Enseignements extérieurs, à l'étranger

- Directeur des études à l'Académie de droit international de La Haye, 1989.
- Séminaire sur "Le droit de la mer", Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, La Haye, 1997.
- Cours à l'Inter-University Center de Dubrovnik "La portée de la déclaration française des droits de l'homme et du citoyen", 1990.
- Cours à l'Université pontificale Comillas de Madrid "La nouvelle architecture de l'Europe", 1991.
- Cours à l'Institute of International Public Law and International relations de Thessalonique "Le règlement des différends en Europe", 1992; "La sécurité coopérative en Europe", 1997.
- Professeur invité à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), février 1997.
- Conférences à Moscou (NGMO, 1991), tables rondes à Rome (Istituto affari esteri, 1990 et CNRS, 1995), à Milan (Istituto umanitaria, 1996).

#### Activités universitaires

- Membre du Conseil scientifique de l'Université de Paris-X, membre de la Commission budgétaire du CS (ancien membre du CEVU).
- Membre de la Commission de spécialité de droit public de Paris-X (ancien membre de la Commission de droit privé et de la Commission de science politique de Paris-X, de la Commission de droit public de Paris-XIII et du Mans...).
- Membre du jury de droit public du concours du Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur (CAMES), 1995, Lomé.

#### Activités scientifiques

- Membres de la société française pour le droit international : membre du Conseil (depuis 1990, réélu en 1994) et secrétaire général (depuis 1993, réélu pour deux ans en 1997).
- Membre de la branche française de l'International Law Association (depuis 1991), membre du *Committee on the Enforcement of Human Rights Law*.
- Membre de la société québécoise pour le droit international.
- Membre de l'Institut international des droits de l'homme, Institut René Cassin (depuis 1992).

- Membre de l'Advisory Board du *Helsinki Monitor*, Utrecht (depuis 1994).
- Membre du Conseil scientifique de la Fondation Marangopoulos pour les droits de l'homme, Athènes (depuis 1995).
- Membre de l'International Council de la Foundation on Inter-Ethnic Relations, auprès du Haut Commissaire de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe pour les minorités nationales, La Haye (depuis 1995).
- Membre du Comité international d'experts de la revue *Arès*, Grenoble (depuis 1996).
- Coordination scientifique du programme AUPELF-UREF sur les droits fondamentaux (14 émissions, 1994-1996).
- Participation au Comité scientifique du Dictionnaire du droit international sous la direction de Jean Salmon.
- Coordination des *Mélanges en l'honneur d'Hubert Thierry*.

#### AUTRES ACTIVITES

##### Activités dans le cadre des Nations Unies

- Membre suppléant de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (1994-1998).
- Membre de la délégation française pour la présentation du deuxième rapport périodique au Comité des droits de l'homme, New York, 1988.
- Participation au Colloque sur le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle, Milan, 1988.
- Participation à la quarante-sixième session (1990), à la quarante-huitième session (1992) et à la cinquante-troisième session (1997) de la Commission des droits de l'homme.

##### Activités nationales

- Membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) au titre des "personnalités qualifiées" depuis 1992 (mandat renouvelé pour trois ans en mars 1993 et en mars 1996).
- Président de la Sous-Commission "Questions internationales" depuis 1996.

Participation aux rencontres des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme :

- Conférence mondiale des droits de l'homme, Vienne, mai 1993.
- Deuxièmes rencontres internationales, Tunis, décembre 1993.
- Premières rencontres européennes, Strasbourg, novembre 1994 (rapporteur général).
- Premières rencontres africaines, Yaoundé, janvier 1996.
- Deuxièmes rencontres européennes, Copenhague, janvier 1997.
- Réunion du Comité de coordination, Genève, mars 1997.
- Troisièmes rencontres internationales, Merida, décembre 1997.

Par ailleurs, rapport introductif aux rencontres internationales sur l'impunité, organisées par la CNCDH et la Cour internationale de Justice, sous les auspices des Nations Unies, à Genève en novembre 1992.

Activités dans le cadre du Conseil de l'Europe

- Membre du Comité directeur des droits de l'homme (CD-DH) 1987-1989 et de divers comités d'experts; puis du Comité d'orientation du Centre d'information des droits de l'homme du Conseil de l'Europe 1990-1994, et du Comité de sélection des bourses du Conseil de l'Europe, idem.
- Participation en tant qu'expert extérieur à diverses réunions au sein du Conseil de l'Europe sur les droits culturels : réunion de concertation avec le Comité de coopération culturelle (janvier 1994), audition devant le Comité ad hoc pour les minorités nationales CAHMIN (décembre 1994) et devant la Sous-Commission des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire (avril 1996).
- Rapporteur général pour le huitième Colloque international sur la Convention européenne des droits de l'homme, Budapest, septembre 1996.
- Rapporteur pour la réunion des directeurs d'écoles de la magistrature (groupe de Lisbonne), Bordeaux, juillet 1997.

Divers

- Missions pour la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) à Skopje (mai 1995) et à Zagreb (juillet 1996).
- Participation au Séminaire euro-asiatique (ASEM) sur les droits de l'homme et l'Etat de droit, Lund (décembre 1997).
- Participation au groupe de réflexion sur un *Agenda* pour le Millenium, Institut universitaire européen de *Florence*, 1997-1998.

Ms. ERICA-IRENE A. DAES (Expert)

(Nominated by the Government of Greece)

Visit. Professor of International Law and International Relations;

Doctor of Law of Athens University;

Doctor of Law Honoris Causa School of Law, University of Saskatchewan, Canada;

Honorary Member of the Institute of International Public Law and International Relations of Thessaloniki, Greece;

Winner of the United Nations "Human Rights Award 1993".

NATIONALITY: Greek.

MARITAL STATUS: Widow of Asterios A. Daes, President of the Supreme Auditing Court of Greece and ex-Minister of Finance, and Communications and Transport.

EDUCATION: Master's Degrees from Athens University Schools of:

- (a) Law
- (b) Political and Economic Sciences
- (c) Ph.D. Athens University
- (d) Postgraduate studies at Cambridge University, London University (University College), Heidelberg University and the Hague Academy of International Law.

BRIEF CAREER RESUME:

1946-1948: Administrator of the Greek branch of World Student's Fund.

1949-1952: Senior Administrator of the Ministry of Health and Welfare.

1953-1968: Public Power Corporation (PPC).

- (a) Legal Adviser
- (b) Chairperson of Committees for Financial Control of PPC's Supplies and for Auditing against financial fraud.

1968-1984: Senior Advocate at the Supreme Court and at the Council of the State of Greece.



- 1985-1990: Visiting Professor of the European University Institute, Florence, Italy.
- 1991-December 1995: Inspector-Member of the Joint Inspection Unit of the United Nations System.
- 1993: Vice-Chairperson.
- 1994: Chairperson of the Joint Inspection Unit.

OTHER ACTIVITIES:

- 1976-1990: Member of the Ministerial Committees of the Ministry of Justice for the elaboration of basic draft bills, legislative acts, etc.
- Secretary-General of the Greek Association of the United Nations Associations.
- 1976 to date: Member of the Executive Committee of the World Federation of the United Nations Associations (WFUNA).
- Chairperson or member of a number of professional and scientific associations and leagues.
- Head or member of a number of missions to International Conferences, Symposia, Seminars, Workshops and Global Consultations.

ACTIVITIES IN THE FIELD OF THE UNITED NATIONS SYSTEM:

- Since 1966: Representative of Greece to the Third and Sixth Committees at the twenty-first session of the General Assembly.
- Representative of Greece to the fourth Committee at the twenty-third to twenty-seventh and from the thirty-first to thirty-sixth sessions of the General Assembly.
- Vice-Chairperson of the Third Committee at the twenty-sixth session of the General Assembly.
- Representative of Greece to the Fifth Committee of the forty-fourth and forty-fifth sessions of the General Assembly.
- Member of a number of working groups established by the Third Committee for the elaboration of the draft provisions of the International Covenants on Human Rights.

- Member of the Commission on Social Development (fourteenth, fifteenth and sixteenth sessions).
- Member of the Working Group for drafting the Declaration on Social Progress and Development.
- 1978-1982: Representative of Greece to the Third Committee and to the Plenary of the Economic and Social Council.
- Member of the Commission on the Status of Women, Chairperson of the Working Group which elaborated the programme for the International Women's Year.
- 1976: Member of the Greek delegation to the twentieth General Conference UNESCO (Paris).
- 1976 to date: Member of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities.
- 1977: Member of the Working Group on the legal, political, economic, social and cultural aspects of the right to self-determination.
- 1977: Chairperson of the Working Group on the programme for a decade to combat racism and racial discrimination.
- 1977: Vice-Chairperson of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities.
- Participant in the United Nations Seminar on the Realization of Economic and Social Rights (Warsaw, Poland).
- 1978 to date: Special Rapporteur of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities.
- 1978: Discussion leader at the United Nations Seminar on Local, National and regional Institutions for the Protection of Human Rights (Geneva).
- 1979: Participant of the International Law Conference on Cyprus, organized by Cyprus Bar Council, Nicosia, 1979.
- 1979: Participant in the UNESCO Seminar on Teaching Human Rights (Sophia, Bulgaria).
- 1982: Rapporteur of the United Nations Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities.
- 1985 and 1986: Chairperson of the Sub-Commission (thirty-seventh and thirty-eighth sessions).

- 1984 to date: Chairperson/Rapporteur of the United Nations Working Group on Indigenous Populations.
- October 1988: Expert and member of the Global Consultation on Racism and Racial Discrimination (Geneva).
- November 1988: Participant, Lecturer in the United Nations Training Course on the Administration of Justice and Human Rights for Eastern European Countries (Moscow).
- January 1989: Representative of the Working Group on Indigenous Populations at the Seminar on the Effects of Racism and Racial Discrimination on the Social and Economic Relations between Indigenous Peoples and States (Geneva).
- September 1989: Chairperson of the United Nations Seminar on Cultural Dialogue between the Countries of Origin and the Host Countries of Migrant Workers (Athens).
- 1990, 1991 and 1992: Senior Adviser and Expert on the Protection of Minorities to the meetings of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE) in Copenhagen, Geneva and Moscow.
- 1989-1992: Vice-Chairperson of the World Federation of the United Nations Associations.
- 1989: Vice-Chairperson of the thirty-second Plenary Assembly of the World Federation of United Nations Associations (Moscow, 9-14 October 1989).
- 1993: Representative of the Working Group on Indigenous Populations to the World Conference on Human Rights in Vienna.
- 1994: Participant to the International Conference on Population and Development in Cairo.

TEACHING - LECTURES:

Lectures on subjects of international law, including human rights law, humanitarian law, international relations, also questions pertaining to the Charter of the United Nations, the Universal Declaration and International Covenants on Human Rights, the Declaration and the Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples, the Genocide Convention, the Protection of Minorities, the Declaration on Principles of International Law concerning Friendly Relations and Cooperation Among States, the Role and the Future of the United Nations, the Maintenance of World Peace and Security, economic and social questions, the New Economic Order, Rights and Obligations of Women in contemporary comparative law, the Law of Armed Conflict, the Role and Work of the United Nations Peace-Keeping Operations,

Humanitarian Assistance in emergency situations, etc., the Rights of Indigenous Peoples, delivered at the University of Minnesota, Harvard University, St. Thomas, Miami University, the Iowa University, the University College of London, University of Northern Territories Australia, the Ottawa University, Saskatchewan University, the European University Institute (Florence, Italy), the Institute of International Relations of the Russian Diplomatic Academy, Moscow, and the Institute of International Public Law and International Relations of Thessaloniki, Greece.

1. Publications

Author of a number of books, also of articles and book reviews in Greek and English, published in Greek and foreign legal journals, bulletin and magazines, related in particular to the Charter of the United Nations, international law and international relations, human rights law, economic rights and development, the elimination of racism, racial discrimination and apartheid, the work of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE), the Protection of Minorities, the Protection of the Rights of Indigenous Peoples, including in particular: (a) The Protection of Minorities under the International Bill of Human Rights and the Genocide Convention, in Xenion, Festschrift für Pan. Zepos, II Band, Athen -Freiburg -BR. -KOLN, Ch. Katsikalis Verlag, 1973, pp. 35-86; also "The United Nations Activities in the Field of Indigenous Rights", in Transnational Perspectives, vol. 13, No. 1, 1987, pp. 11-14.

2. Some other publications:

(a) "The Charter of Paris for a New Europe", published in International Cooperation, Bulletin of the Greek Association for the United Nations, vol. 50, March 1992;

(b) "The question of minorities within the framework of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE)", published in Essays in Memory of Atle-Grahl Madsen, edited by Gudmundur Alfredsson and Peter Mecalister-Smith, N.P. Engel, Publisher, Kehl, Strasbourg, Arlington, 1996, pp. 243-248;

(c) "Some Consideration on the Right of the Indigenous Peoples to Self-Determination", in Iowa Journal, Transnational Law and Contemporary Problems, vol. 3:1, 1993, pp. 2-11;

(d) "The Right of Indigenous Peoples to Self-Determination in the Contemporary World Order", in Self-Determination - International Perspectives, edited by D. Clark and R. Williamson, first published in Great Britain, 1996, by MacMillan Press Ltd., pp. 47-57;

(e) "New types of war crimes and crimes against humanity: violations of international humanitarian and human rights law" in International Geneva Yearbook, vol. VII, 1993, pp. 55-78.

(f) The United Nations Declaration on Minority Rights: The Challenge to Act; in the Bulletin of the World Federation of United Nations Associations; ERC, 14 July 1994;

(g) "The United Nations Declaration on Minority Rights: Necessary, Urgent and Overdue", in International Geneva Yearbook, vol. IX, 1995, Georg editeur, 1995, pp. 85-95;

(h) "Equality of Indigenous Peoples Under the Auspices of the United Nations - Draft Declaration on the Rights of Indigenous Peoples", in St. Thomas Law Review, vol. 7, Summer 1995, School of Law, Miami, Florida.

3. United Nations studies and publications elaborated in my capacity as Special Rapporteur:

(a) "The Individual Duties to the Community and the Limitations on Human Rights and Freedoms under article 29 of the Universal Declaration of Human Rights, Freedom of the Individual Under Law", United Nations Publications, two editions (World Campaign for Human Rights), Sales No. E82.XIV.1/1983 (third ed.).

(b) "Human Rights and Scientific and Technological Developments - Principles, Guidelines and Guarantees for the Protection of Persons detained on Grounds of Mental Ill-Health or Suffering from Mental Disorder" (E/CN.4/Sub.2/1983/17 and Add.1).

(c) "The Status of the Individual and Comparative International Law", United Nations Publications (World Campaign for Human Rights), Sales No. E.91.XIV.3, Study Series 4.

(d) "Draft United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples", E/CN.4/Sub.2/1989/33, E/CN.4/Sub.2/1992/28, E/CN.4/Sub.2/1993/26 and relevant Explanatory Note (E/CN.4/Sub.2/1993/26/Add.1).

(e) Protection of Cultural and Intellectual Property of Indigenous Peoples (Doc. E/CN.4/Sub.2/1993/28); UN Publication/Human Rights, No. 10/1997.

(f) A number of working papers and reports, related in particular to the protection of minorities and indigenous peoples, including in particular: (a) the Working Paper on the Study of Indigenous Land Rights (E/CN.4/Sub.2/1996/40) and (b) the Preliminary Working Paper on Indigenous People and Their Relationship to Land (E/CN.4/Sub.2/1997/17 of June 1997).

4. Joint Inspection Unit (JIU) of the United Nations System:

Prepared a number of Reports, confidential letters, on important and complex subjects within the framework of the mandate of the Joint Inspection Unit. Among these are:

(a) Assessment of the Annual Deficits of the Administrative and Operational Services Cost Fund (AOSCF) of the Technical Cooperation Programme of the International Civil Aviation Organization (ICAO), 1991.

(b) A Forward-looking Assessment of the Technical Cooperation Programme of the International Civil Aviation Organization (ICAO), 1992.

(c) Decentralization of Organizations within the United Nations System  
Part III: The World Health Organization, 1993 (co-author).

(d) The Advancement of the Status of Women, in the United Nations Secretariat in an era of "human resources management" and "accountability" - a new beginning? (A/49/176).

(e) The Advancement of Women through and in the Programmes of the United Nations System: What Happens After the Fourth World Conference on Women? JIU/REP/95/5, Geneva 1995.

(f) Report on "The Involvement of the United Nations system in providing and coordinating of humanitarian assistance" (A/50/687).

5. Distinctions and awards:

By the Headquarters of the Middle East Allied Forces for "Erica Papastamataki" (Daes) for "Services to the Liberation of Europe", as an active member of the National Liberation Movement on the Island of Crete, Greece, during the Second World War.

Also, recognition by the Greek Minister of National Defence (Ministerial decisions No. 483, No. 72 and No. 863889), as "freedom fighter" (doss. 123866).

United Nations acknowledgement:

The President of the General Assembly (Mr. Stanislaw Trepeznski, Poland), "expresses his deep appreciation to Dr. Erica-Irene A. Daes for her 'generous assistance and valuable contribution to the efficient conduct of the twenty-seventh session of the General Assembly'".

Winner of the United Nations "Human Rights Awards 1993".

Ms. KALLIOPI KOUFA (Alternate)

(Nominated by the Government of Greece)

- PRESENT FUNCTIONS:
- Professor of International Law, Aristotle University of Thessaloniki, Greece
  - Director of the Institute of International Public Law and International Relations of Thessaloniki
  - President of the Institute for Balkan Studies, Thessaloniki
  - Alternate, UN Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities
  - Recommended by Sub-Commission resolution 1997/39 as Special Rapporteur to conduct a comprehensive study on "Terrorism and human rights".
- EDUCATION:
- American College of Thessaloniki, Greece
  - Université de Genève and Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales, Geneva
  - Law Faculty, Aristotle University of Thessaloniki, Greece
  - The Hague Academy of International Law, Netherlands.
- DEGREES:
- "Licence et Sciences politiques - mention études internationales", Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales (Geneva)
  - Bachelor of Laws, distinction (Aristotle University of Thessaloniki)
  - Master's in Public Law, with honours (Aristotle University of Thessaloniki)
  - Ph.D. in Public International Law, with honours (Aristotle University of Thessaloniki).
- PROFESSIONAL ACTIVITIES:
- Since 1970 Member of the Bar Association of Thessaloniki.
  - 1970-1976 Assistant and Senior Assistant of the Chair of Public International Law, Aristotle University of Thessaloniki.
  - 1976-1984 Lecturer in Public International Law and European Law, Aristotle University of Thessaloniki

- Since 1976 Director of Studies and Research at the Institute of International Public Law and International Relations of Thessaloniki
- Since 1984 Elected Professor of Public International Law and International Organization, Department of International Studies, Law Faculty, Aristotle University of Thessaloniki
- 1987-1993  
1996-1997 Elected Director of the Department of International Studies of the Law Faculty, Aristotle University of Thessaloniki
- 1990-1992 Director of the Institute for Balkan Studies, Thessaloniki
- 1993-1994 Acting Director of the Institute of International Public Law and International Relations of Thessaloniki
- Since 1994 Director of the Institute of International Public Law and International Relations of Thessaloniki
- Since 1997 President of the Institute for Balkan Studies, Thessaloniki
- OTHER ACTIVITIES:
- Since 1990 Member of and adviser to the Greek delegations to the Third Committee of the United Nations General Assembly and the Greek delegations to the Commission on Human Rights
- 1990-1991 Member of and adviser to the Greek delegations to the CSCE (Conference on Security and Cooperation in Europe) Meetings in Copenhagen, Moscow, and the CSCE Meeting of Experts in National Minorities, in Geneva
- 1991-1992 Greek representative to the open-ended Working Group on the Declaration on the Rights of Persons Belonging to National or Ethnic, Religious and Linguistic Minorities
- 1993 Member of the Greek delegation to the Vienna World Conference on Human Rights
- Since 1994 Alternate, UN Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities
- Participation in several international conferences and workshops dealing with human rights and in particular with minority rights



Editor of the Greek Journal of International Law and Policy

Co-editor of the Hellenic Review of International Relations, and member of a number of academic and professional associations in Greece and abroad.

MAIN PUBLICATIONS:

"Universalism and regionalism in international society" (1975), doctoral thesis; "The United Nations Charter and regional international organization" (1976); "Consular immunities" (1978); "'Act of State' in international relations" (1981), professorial thesis; "Domestic jurisdiction and the United Nations Charter" (1984), university courses: "International legislation through the United Nations" (1985); "Peaceful settlement of international conflictual situations" (1987); "An introduction to the organization of international society" (1989), university courses; "The international protection of minorities and the United Nations Organization" (1993), series of lectures published by the Institute of International Public Law and International Relations of Thessaloniki.

Besides these main publications, several articles and book reviews.

Ms. FRANÇOISE JANE HAMPSON (Expert)

(Nominated by the Government of the United Kingdom of  
Great Britain and Northern Ireland)

NAME: Françoise Jane HAMPSON

NATIONALITY: British (and French) citizenship

DATE OF BIRTH: 11 April 1951

PRESENT POST: Professor, Department of Law and Human Rights Centre,  
University of Essex

EDUCATION: University of Newcastle upon Tyne 1972-1975  
Graduated with IIIi Honours Degree in Law  
Shared Sweet & Maxwell Prize 1974

EMPLOYMENT: 1994-1997: Reader, Department of Law, University of Essex  
1990-1994: Senior Lecturer, Department of Law, University of  
Essex  
1983-1990: Lecturer, Department of Law, University of Essex  
1975-1983: Lecturer, Department of Public Law, University of  
Dundee

ACADEMIC EXPERIENCE

1. Teaching includes:

Constitutional Law/Public Law I

Public International Law

Nationality and Immigration Law

Case-law of European Convention on Human Rights: LL.M. in International Human  
Rights Law: Essex

International Law of Armed Conflicts and International Humanitarian Law:  
LL.M. in International Human Rights Law and M.A. in International  
Peacekeeping, University of Essex

2. Awards:

1992 - Joseph Rowntree Charitable Trust - £400 to attend San Remo  
Round Table on the former Yugoslavia

1989 - British Academy Research Grant, £3,500  
International Committee of the Red Cross - internship (in  
connection with the same research project)  
Nuffield Foundation, £1,000 - same research project

- 1988 - Bursary from Friends of Israel Educational Trust for seven weeks' research in Israel
- 1982 - NATO Research Fellowship
- 1979 - Summer term: stagiaire with European Commission of Human Rights
- 1974 - Sweet & Maxwell Law Prize

3. University administration includes:

University: Dean of School of Law (1995)  
Senate Staffing Committee (1994-1997)  
Staffing Sub-Committee of Finance Committee (1991-1997)

Departmental: A variety of administrative jobs, including Deputy Head of Department (1991-1994)

4. Other work includes:

Fact-finding:

- 1992-1993 International League of Human Rights, missions to the former Yugoslavia
- 1992 Trial observation in Belgrade for Amnesty International
- 1991 Member of fact-finding mission to Turkey to investigate certain killings by the State authorities
- 1987 Member of Independent Counsel on International Human Rights on the human rights situation in Afghanistan

Human rights practice:

Advisory and representational work for applicants under the European Convention on Human Rights; currently several before the Commission and Court against Turkey, of which I am jointly responsible for approximately 80

Human rights and humanitarian law training and consultation:

Red Cross panel of instruction: nationally and internationally

Training sessions for UNHCR delegates in human rights law and humanitarian law; Geneva, Zagreb and Istanbul

Training session for UNHCR protection officers in international law, Warsaw

Training course for military officers, International Institute for Humanitarian Law, San Remo - sessions on human rights law (five times)

International Society for Military Law and the Law of War, Brussels: training seminars for lawyers with armed forces; subject - United Nations Convention on the Protection of Peacekeepers and Related Personnel

Have also taught at the Staff College, Camberley and JSDC, Greenwich

Ad Hoc War Crimes Tribunals: seminar for staff in the Prosecutor's Office, including investigators ("Yugoslavia"); consulted on prosecution of sexual crimes

Amnesty International: training session for staff; international humanitarian law

Turku/Abo: advanced courses on human rights law; participants mainly from Governments and NGOs; subject: European Convention on Human Rights (ECHR)

English Bar: training sessions in using the ECHR

Law Society training video on European Convention on Human Rights

Other:

1996 - Admitted to the Bar (Lincoln's Inn), under a special scheme for distinguished academics

1992- Member of Overseas Advisory Committee of Save the Children Fund (now renamed Programmes Advisory Panel)

1991- Appointed to be a Governor of the British Institute of Human Rights

5. Publications:

International human rights law:

Applicant's memorials for the European Court of Human Rights:

Case of Kurt ("disappearances")

Case of Aydin (torture, rape in interrogation)

Case of Aksoy (torture, length of detention before being brought before a judge)

Hampson, "The European Convention on Human Rights and Compensation for Personal Injury", chapter in Compensation for Damage: A Comparative Perspective, ed. Professor Sheila A.M. Maclean, Dartmouth Press, January 1993, pp. 93-113.

Hampson, "Using International Human Rights Machinery to Promote Respect for International Humanitarian Law", XXXI International Review of Military Law and Law of War (1992), 117-147.

Applicant's memorial for the European Court of Human Rights: Case of Darnell (length of proceedings).

Hampson, "Human Rights Law and International Humanitarian Law: Two Coins or Two Sides of the Same Coin", Bulletin of Human Rights 91/1, United Nations, 1992, New York, pp. 46-54.

Hampson, "Restrictions on Rights of Action and the European Convention on Human Rights: The Case of Powell & Rayner", British Yearbook of International Law (1990), vol. 61, pp. 279-310.

Hampson, "The concept of an 'arguable claim' under article 13 of the European Convention on Human Rights", 39 ICLQ (1990), Pt. 4, 891-899.

Applicants' memorial for the European Court of Human Rights: Case of Powell & Rayner (aircraft noise).

Hampson, "The United Kingdom before the European Court of Human Rights", 9 Oxford Yearbook of European Law (1989), 121-173.

Hampson, Human Rights Education in the United Kingdom, Report for UNESCO International Congress on Human Rights Education, 1987.

The international law of armed conflicts (two titles also on previous list):

Hampson, "States' military operations authorized by the United Nations and international humanitarian law", in Condorelli L. (ed.), The United Nations and International Humanitarian Law, Pedone, 1996, pp. 371-426.

McCoubrey H. & Hampson F.J., "Evidence in Cases Involving Proliferation Issues", in Dahlitz J. (ed.), Future Legal Restraints on Arms Proliferation, United Nations, 1996, pp. 273-295.

Hampson, "Possible developments in international law and British security interests", briefing paper for MOD, 15 pp., currently confidential.

Hampson, "International humanitarian law and the protection of children from conflict", commissioned paper for the Machel Study on the Impact of Conflict on Children, report submitted to the United Nations Secretary-General, 1996, approx. 100 pp.

Hampson, "Law and War in the Former Yugoslavia", in Danchev A. & Keohane D. (eds.), International Perspectives on the Yugoslav Conflict, Macmillan, 1996.

Hampson, "Impunity and Accountability", in Sieder R. (ed.), Impunity in Latin America, Institute of Latin American Studies, London, 1995, pp. 7-12.

Hampson, "Applying the International Law of Armed Conflicts to the Conflict in South-East Turkey", in A Democratic Future for the Kurds of Turkey. Conference Proceedings, Medico International & KHRP, London, 1995, pp. 101-106.

Dictionary of Ethics, Theology and Society, ed. Linzey & Clarke, Routledge, 1995 (entries on aggression, torture and war crimes: pp. 21-25; 1498-1502; & 1602-1606).

Hampson, "Problems of Legal Interoperability in Multinational Military Operations", paper submitted to meeting of lawyers with armed forces, Stuttgart, 1994.

Hampson, "Naval peacekeeping and the law", in M. Pugh (ed.), Maritime Security and Peacekeeping, MUP, 1994, pp. 190-213.

Hampson, "The Long Shadow: landmines and the law", Occasional Paper, Human Rights Centre, University of Essex, December 1994, 25 pp. & 16 pp. Appendix 1 (other appendices, the Weapons Project of Human Rights Watch).

Hampson, "War Crimes Fact-Finding in the Former Yugoslavia", International Law and Armed Conflict Commentary, University of Nottingham Centre for International Defence Law Studies, vol. 1, Pt. 1, pp. 28-35 (1994).

Hampson, "What is a war crime?", London Review of Books 16 December 1993, p. 10.

Hampson, War Crimes Trials in the Former Yugoslavia, David Davies Memorial Institute, Occasional Paper No. 3, 1993, 12 pp.

Hampson, "Incitement to Violence: Responsibility of and for the Media in the Conflicts in the Former Yugoslavia", Human Rights Centre, University of Essex, Occasional Paper No. 3, 1993, 26 pp.

Hampson, "Relief operations and the law", Insights, Autumn 1992, pp. 1 & 2.

Hampson, "Means and methods of warfare in the conflict in the Gulf", and "Liability for war crimes", in P.J. Rowe (ed.), The Gulf War in International and National Law, Routledge, 1993, pp. 87-108 (notes at pp. 373-381), & pp. 239-258 (notes at pp. 411-418).

Hampson, "Proportionality and Necessity in the Gulf Conflict", ASIL Proceedings, 1992, pp. 45-54.

Hampson, "Fact-Finding and the International Fact-Finding Commission", in Fox and Meyer (ed.), Effecting Compliance, vol. II of Armed Conflict and the New Law, British Institute of International and Comparative Law, 1993, pp. 53-83.

Hampson, "The International Law of Armed Conflicts and the Conflict in the Gulf", The Legal Executive, January 1992, 18-19.

Hampson, "Human Rights Law and International Humanitarian Law: Two Coins or Two Sides of the Same Coin", Bulletin of Human Rights 91/1, United Nations, 1992, New York, pp. 46-54.

- Hampson, "Mercenaries: diagnosis before proscription", XXII Netherlands Yearbook of International Law (1991), 1-36.
- Hampson, "The Geneva Conventions and the Detention of Civilians and Alleged Prisoners of War", Public Law, 1991, pp. 507-522.
- Hampson, Contribution in Plant G. (ed.), Environmental Protection and the Laws of War, Belhaven Press, 1991.
- Hampson, "Using International Human Rights Machinery to Promote Respect for International Humanitarian Law", XXXI International Review of Military Law and Law of War (1992), 117-147.
- Hampson, "The International Law of Armed Conflicts: Myth, Reality or Possibility", in Vijapur (ed.), Essays on International Human Rights Law, 1991, South Asian Publishers, India, pp. 1-23.
- Hampson, "Law and War in the Gulf" in four parts (total 2,000 words), Solicitors Journal, vol. 135 (1991), Pt. 5, p. 138; Pt. 6, p. 189; Pt. 7, p. 206; & Pt. 8, p. 238.
- Hampson, "Foreign Nationals and Foreign Owned Property in Occupied Territory" (1990) 8 Oil and Gas Law and Taxation Review, Pt. 5, pp. 142-145.
- Hampson, "Fighting by the Rules: Dissemination of Humanitarian Law in the Armed Forces", 6 Nordic Journal on Human Rights, Pt. 1 (1988) 29-35 (edited version: in Norwegian); full text in IRRC No. 269 (March-April 1989) 111-124.
- Hampson, "War and Law in Conflicts in the Third World", Third World Quarterly, vol. 11, No. 2 (1989) 31-62.
- Hampson, "Conscience in Conflict: the Doctor's Dilemma", XXVII Canadian Yearbook of International Law (1989) 203-225.
- Hampson, "Promoting the Enforcement of International Law: the Provision of Effective Remedies", in Towards a Strategy for the Enforcement of Human Rights in the Israeli Occupied West Bank and Gaza, Conservative Middle East Council and Labour Middle East Council, 1989, pp. 89-98.
- Hampson, "Belligerent Reprisals and the 1977 Geneva Protocols", 37 ICLQ (1988), 818-843.
- Hampson, "Human Rights and Humanitarian Law in Internal Conflicts", in Meyer (ed.), Armed Conflict and the New Law: Aspects of the 1977 Geneva Protocols and the 1980 Weapons Convention, 1988, British Institute of International and Comparative Law, pp. 55-80.
- Report of Independent Counsel on Human Rights on the Human Rights Situation in Afghanistan (contributor) (United Nations document, General Assembly A/C.3/42/8).

Constitutional law (two titles also on previous lists):

Hampson, "The Geneva Conventions and the Detention of Civilians and Alleged Prisoners of War", Public Law, 1991, pp. 507-522.

Hampson, "The United Kingdom before the European Court of Human Rights", 9 Oxford Yearbook of European Law (1989), 121-173.

White & Hampson, "The British Nationality Act 1981 - Civitas in Tres Partis Divisa Est", Public Law, 1982, 6-20.

White & Hampson, "What is my nation?" (1982) 31 ICLQ, 849-855.

White & Hampson, "British Nationality Law - Proposed Changes" (1981) 30 ICLQ, 247-259.

Hampson, "The Representation Overseas of Scottish Interests: the Legal Position" and "Appendix: the Scotland Act and International Relations Competence", in Scotland's Voice in International Affairs: the Overseas Representation of Scottish Interests with Special Reference to the European Economic Community, edited by Archer & Main, Hurst & McGill U.P. for the Royal Institute of International Affairs, 1980, pp. 9-18; 123-131.

Hampson, White & Sharpe, "Nationality Law", Outer Circle Policy Unit, 1979.

6. Editorial Board:

Democratic Audit - research project sponsored by the Rowntree Foundation, edited by the Human Rights Centre, University of Essex and Charter '88.

Chairman of Editorial Board of World Report on Declaration on Religious Intolerance, based at Essex.

European Human Rights Review, published by Sweet & Maxwell.

7. Books (forthcoming):

Hampson, Unlawful Killings in International Law, MUP (forthcoming).

Hampson (ed.), Conventional Weapons in International Law (provisional title), Kluwer (forthcoming).



Annexe II

LISTE DES MEMBRES ET DES MEMBRES SUPPLEANTS DE LA SOUS-COMMISSION  
DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE  
LA PROTECTION DES MINORITES

Note : L'année indiquée en regard du nom des membres et membres suppléants de la Sous-Commission est celle où leur mandat vient à expiration, soit lors de l'élection de membres de la Sous-Commission à la cinquante-quatrième session (1998) ou à la cinquante-sixième session (2000) de la Commission des droits de l'homme.

M. Miguel Alfonso Martínez *Mme Marianela Ferriol Echevarría	(Cuba)	2000
M. Mohammed Sardar Ali Khan	(Inde)	1998
Mme Judith Sefi Attah *Mme Christy Ezim Mbonu	(Nigéria)	1998
M. José Bengoa	(Chili)	1998
M. Marc Bossuyt *M. Guy Genot	(Belgique)	2000
M. Volodymyr Boutkevitch *M. Oleg Shamshur	(Ukraine)	2000
M. Stanislav V. Chernichenko *M. Teimuraz O. Ramishvili	(Fédération de Russie)	1998
Mme Erica-Irene A. Daes *Mme Kalliopi Koufa	(Grèce)	1998
M. Asbjørn Eide *M. Jan Helgesen	(Norvège)	2000
M. Osman El-Hajjé	(Liban)	1998
M. Fan Guoxiang *M. Zhong Shukong	(Chine)	1998
Mme Clemencia Forero Ucros *M. Alberto Diaz Uribe	(Colombie)	2000
M. El Hadji Guissé *M. Ndary Toure	(Sénégal)	1998

---

\* Suppléant.

Mme Lucy Gwanmesia	(Cameroun)	1998
M. Ribot Hatano *M. Yozo Yokota	(Japon)	2000
M. Louis Joinet *M. Emmanuel Decaux	(France)	1998
M. Ahmad Khalifa *M. Ahmed Khalil	(Egypte)	2000
M. Miguel Limón Rojas *M. Héctor Fix Zamudio	(Mexique)	1998
M. José Augusto Lindgren Alves *Mme Marília S. Zelner Gonçalves	(Brésil)	1998
M. Ioan Maxim *Mme Antoanella Iulia Motoc	(Roumanie)	2000
M. Mustapha Mehedi	(Algérie)	2000
Mme Claire Palley *M. John Merrills	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)	1998
M. Sang Yong Park *M. Myung Chul Hahm	(République de Corée)	2000
Mme Halima Embarek Warzazi	(Maroc)	2000
M. David Weissbrodt *Mme Gay J. McDougall	(Etats-Unis d'Amérique)	2000
M. Fisseha Yimer	(Ethiopie)	2000

-----